

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20240614-9415-DE-1-1
Date de télétransmission : 24/06/2024
Date de réception préfecture : 24/06/2024

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND
Directeur général



Pas de Calais Habitat
4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 14 JUIN 2024

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur CAGIN, Monsieur DHAUSSY, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Madame LEFEBVRE, Madame LEROUGE, Monsieur MELLICK, Madame MENU, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PANNIER, Madame ROSSIGNOL, Madame SAVESTE.

Excusés : Monsieur BARBARIN qui a donné pouvoir à Madame AIT-CHIKHEBBIH, Monsieur BAUDE qui a donné pouvoir à Monsieur DUBREUCQ, Monsieur GLORIAN qui a donné pouvoir à Madame DUHEN, Monsieur MALFAIT qui a donné pouvoir à Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PEZE qui a donné pouvoir à Monsieur LEROY, Monsieur PILCH qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame VAN HEGHE qui a donné pouvoir à Monsieur MELLICK.

Absent : Madame MAQUET.

ACHICOURT - Résidence des 4 AS Avenant de prolongation à la Délégation de Service Public du réseau de chaleur d'Achicourt

Direction du patrimoine et de la maîtrise d'ouvrage
Rapporteur : [REDACTED]

I - CONTEXTE

Le 26 octobre 2011, Pas-de-Calais habitat a confié à la société DALKIA les travaux de réalisation d'une chaufferie bois et d'un réseau de chaleur à partir de la chaufferie centrale existante, ainsi que l'exploitation des installations réalisées et modifiées, avec obligation de résultat et de continuité de service.

Le marché, d'un montant initial de 5 643 539 €HT, a pour objet :

- La conception et la construction d'une chaudière biomasse ;
- La participation à la conception du bâtiment ;
- La création du réseau de chaleur et de nouvelles sous-stations ;
- L'exploitation et la garantie totale des équipements de productions primaire, du réseau et des sous-stations pendant 12 années.

Un premier avenant a été signé en juillet 2013, avec pour objet d'unifier les montants de l'abonnement et de changer les prix de base de plusieurs indices.

Un deuxième avenant a été signé en décembre 2020, avec pour objet de modifier la formule de révision du R1.

La délégation de service public arrivant à échéance au 30 juin 2024, il est nécessaire de procéder à son renouvellement, sur la base d'une stratégie tenant compte du schéma directeur de la Communauté Urbaine d'Arras, dont les conclusions nous sont parvenues en février 2024. Ce schéma directeur doit nous permettre d'identifier de potentiels nouveaux abonnés sur le réseau afin de les intégrer au prochain Appel d'Offres.

Compte-tenu de ces éléments, il est nécessaire de prolonger de deux années le contrat actuel. Cette prolongation est impactée par une actualité réglementaire et fiscale avec :
i. L'augmentation de la TICGN (Taxe Intérieure de Consommation du Gaz Naturel) au 01/01/2024, ii. L'arrêt de la piscine de la Ville d'Achicourt (travaux de réhabilitation), iii. L'intégration de la contribution sur les CEE, c'est-à-dire les Certificats d'Economies d'Energie (Code de l'Energie article R221 à R221-13), impactant le tarif sur le R1 de 4,02 € HT/MWh/an. La conséquence pour les locataires sera une augmentation de charge à hauteur de 27,30 € HT/an (pour un logement moyen de 70 m²).

Enfin, cette prolongation doit permettre l'équilibre des comptes du réseau avec notamment l'intégration d'une révision juste pour le R1.

II - MODIFICATIONS DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Cet avenant a pour objet de définir :

- L'extension de deux ans du contrat (jusqu'au 30 juin 2026) afin de permettre l'étude et la préparation d'un nouvel appel d'offres ;
- La modification de la redevance R1 du fait de l'augmentation de la TICGN au 01/01/2024 ;
- L'intégration de la redevance R1CEE ;
- La modification de la révision R1 du fait de la non adéquation des indices INSEE ;
- La prise en compte de l'arrêt de la piscine du fait de sa rénovation.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration:

- ✓ approuvent l'avenant de prolongation à la DSP d'Achicourt,
- ✓ autorisent le Directeur général à signer l'avenant.

Décision adoptée à l'unanimité

OPC.0906

ORIGINAL

**MARCHÉ PUBLIC DE
TRAVAUX ET D'EXPLOITATION**

Maître de l'ouvrage :

PAS-DE-CALAIS HABITAT

Nature des prestations :

ACHICOURT - 4 AS

**Marché de fourniture de chaleur
avec travaux de premier établissement**

-----0000000-----

Marché n° MD11-0430-31

25 OCT. 2011

Pour le Directeur Général et par délégation
Le Directeur du Territoire d'Arras

-----0000000-----



S. PUMMERY

Convention d'exploitation du réseau de chaleur

-----0000000-----

A.M.O.	
Cabinet SCHAEFER 21, rue de Fâches 59175 - VENDEVILLE	OCTANT Avocats 56 rue Winston Churchill 59100 - ROUBAIX

S O M M A I R E

Article 1^{er} GÉNÉRALITÉS – FORMATION DU CONTRAT	6
Article 2. - DURÉE	6
Article 3. - RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE	7
Article 4. - CONDITIONS PARTICULIÈRES	7
Article 5. - OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONVENTION	8
Article 6. - OUVRAGES AFFECTÉS AU RÉSEAU	8
Article 7. - CONDITIONS DE REMISE DES INSTALLATIONS	9
Article 8. - SOURCES ÉNERGÉTIQUES	11
Article 9. - RÉPARTITION DES TRAVAUX	12
Article 10. - ENTRETIEN DES OUVRAGES	12
Article 11. - RENOUVELLEMENT ET MODERNISATION	15
Article 12. - RENFORCEMENTS ET EXTENSIONS	16
Article 13. - MISE EN CONFORMITÉ ET SÉCURITÉ DES OUVRAGES	16



Article 14. -	CONTRÔLE DES TRAVAUX PAR LE TITULAIRE	17
Article 15. -	INTÉGRATION DE RÉSEAUX PRIVÉS	17
Article 16. -	PRINCIPES GÉNÉRAUX DE L'EXPLOITATION	18
Article 17. -	CONVENTIONS D'ABONNEMENT	18
Article 18. -	MESURES DES FOURNITURES AUX ABONNÉS	19
Article 19. -	CHOIX DES PUISSANCES	20
Article 20. -	NATURE ET CARACTÉRISTIQUES DE LA CHALEUR DISTRIBUÉE	21
Article 21. -	CONDITIONS GÉNÉRALES DU RÉSEAU	22
Article 22. -	CONDITIONS PARTICULIÈRES DU RÉSEAU	24
Article 23. -	UTILISATION DES SOURCES ÉNERGÉTIQUES	25
Article 24. -	CONTRÔLE PAR PAS DE CALAIS HABITAT	25
Article 25. -	CONTRATS PASSÉS AVEC DES TIERS	26
Article 26. -	AGENTS DU TITULAIRE	26
Article 27. -	TARIFS DE BASE	26
Article 28. -	INDEXATION DES TARIFS	28

Article 29. - PAIEMENT DES SOMMES DUES PAR LES ABONNÉS AU TITULAIRE	31
Article 30. - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PROVISIONS CONSTITUÉES PAR LE TITULAIRE	33
Article 31. - COMPTES RENDUS ANNUELS	34
Article 32. - COMPTE RENDU TECHNIQUE	35
Article 33. - COMPTE RENDU FINANCIER - COMPTE D'EXPLOITATION	36
Article 34. - CONTRÔLE EXERCÉ PAR PAS DE CALAIS HABITAT	36
Article 35. - RÉVISION DES TARIFS DE L'ÉNERGIE CALORIFIQUE ET DE LEUR INDEXATION	37
Article 36. - PROCÉDURE DE RÉVISION	38
Article 37. - IMPÔTS	38
Article 38. - GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE	39
Article 39. - SANCTIONS PÉCUNIAIRES : LES PÉNALITÉS	39
Article 40. - SANCTION COERCITIVE : LA MISE EN RÉGIE PROVISOIRE	42
Article 41. - SANCTION RÉSOLUTOIRE : LA RÉSILIATION	42
Article 42. - JUGEMENT DES CONTESTATIONS	42

Article 43. - CESSION DE LA CONVENTION - MODIFICATION DES STATUTS DU TITULAIRE	43
Article 44. - CONTINUITÉ DU SERVICE EN FIN DE CONVENTION	44
Article 45. - REMISE DES INSTALLATIONS	45
Article 46. - PERSONNEL DU TITULAIRE	45
Article 47. - DOCUMENTS ANNEXÉS À LA CONVENTION	45

-----oooOooo-----



Article 1^{er} GÉNÉRALITÉS – FORMATION DU CONTRAT**1. 1. - Dévolution du contrat**

Pas de Calais habitat, Office Public de l'Habitat, ci-après dénommé LE POUVOIR ADJUDICATEUR ou PAS DE CALAIS HABITAT, a décidé de confier un marché de travaux et d'exploitation de son Réseau de production et de distribution d'énergie calorifique à partir d'une chaufferie au bois implantée sur la commune d'Achicourt à la société DALKIA France, dénommée ci-après l'EXPLOITANT ou le TITULAIRE.

La présente convention est conclue en exécution de la deuxième phase du marché (exploitation des installations).

1. 2. - Définitions - objet de la convention

a) On désigne sous le nom abrégé de RÉSEAU, la production et la distribution d'énergie calorifique, objet de la présente convention et dont la finalité est la fourniture de chaleur à PAS DE CALAIS HABITAT et ses ABONNÉS, pour satisfaire leurs besoins de chauffage, voire d'eau chaude sanitaire.

On désigne par ABONNÉS les personnes physiques ou morales, de droit privé ou de droit public, raccordées sur le RÉSEAU de PAS DE CALAIS HABITAT.

b) Le TITULAIRE, responsable du fonctionnement du Réseau est autorisé à facturer et recouvrer directement auprès des ABONNÉS du RÉSEAU dans les conditions fixées par la présente convention d'exploitation et par les conventions particulières qui y sont attachées.

c) PAS DE CALAIS HABITAT conserve le contrôle du RÉSEAU et doit obtenir du TITULAIRE tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

Article 2. - DURÉE

Le Marché prend effet dès sa notification au TITULAIRE par PAS DE CALAIS HABITAT après accomplissement des formalités prévues par le Code des Marchés Publics.

Le Réseau sera exploité à partir du 1er juillet 2012 ou dès la prise en charge des ouvrages.

La convention d'exploitation du Réseau est conclue pour une durée de douze (12) ans ; son échéance est fixée au 30 juin 2024.

Article 3. - RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

Le TITULAIRE est responsable du Réseau dans le cadre des dispositions de la présente convention.

De même, la responsabilité résultant de l'existence des ouvrages incombe au TITULAIRE. Pour cela, il est tenu de garantir, sans recours contre PAS DE CALAIS HABITAT, sa responsabilité civile, qui serait engagée dans l'hypothèse de dommages corporels, matériels et immatériels, même non consécutifs, qui auraient un lien de cause à effet avec l'existence des ouvrages, le fonctionnement, l'entretien, etc ...

Il est tenu de couvrir sa responsabilité civile, auprès de compagnies d'assurances notoirement solvables, par contrats dont il tient les attestations à disposition de PAS DE CALAIS HABITAT.

Le TITULAIRE s'engage à garantir PAS DE CALAIS HABITAT contre tous recours découlant de la présente convention et à répondre, s'il y a lieu, aux appels en garantie de cette dernière.

Il doit payer régulièrement les primes d'assurances des contrats qu'il s'oblige à souscrire par la présente convention et à en justifier annuellement dans les comptes rendus prévus aux articles 31 et suivants.

En cas de sinistre, le TITULAIRE s'oblige à affecter à la reconstruction des ouvrages et à la reconstitution des installations du Réseau, la totalité des indemnités versées par les sociétés d'assurances. Dans cette hypothèse, le TITULAIRE devra réaliser les travaux nécessaires pour assurer la continuité du Réseau et la pérennité des installations.

Toute modification aux contrats d'assurances doit être communiquée, sans délai, à PAS DE CALAIS HABITAT.

Article 4. - CONDITIONS PARTICULIÈRES

4. 1. - Possibilités de développement du Réseau

Des possibilités de développement du Réseau pourront éventuellement être recherchées par le TITULAIRE en accord avec PAS DE CALAIS HABITAT.

4. 2. - Occupation du domaine public communal

Indépendamment de la présente convention d'exploitation, une convention d'occupation du domaine public communal d'une durée au moins égale à celle de la présente convention est signée entre PAS DE CALAIS HABITAT et la Ville d'Achicourt, pour l'utilisation du domaine public communal nécessaire à l'exécution de la présente convention.

Le TITULAIRE déclare avoir une parfaite connaissance de cette convention et déclare en accepter intégralement et sans réserve les termes et conditions. Il se substitue à PAS DE CALAIS HABITAT dans l'intégralité de ses droits et obligations nés et à naître de ladite convention.

4. 3. - Mise à disposition de chaufferie(s) en appoint-secours

PAS DE CALAIS HABITAT met à disposition du TITULAIRE la chaufferie centrale du Groupe immobilier "Les 4 As".

D'autre part, le TITULAIRE est autorisé à signer une convention avec la Ville d'Achicourt pour la chaufferie de la Piscine municipale.

Les conditions de mise à disposition de ces ouvrages au TITULAIRE sont précisées à l'article 7.2.

Article 5. - OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet l'exploitation des ouvrages existants, dont ceux réalisés ou modifiés par le TITULAIRE en première phase du Marché, ainsi que le renouvellement et gros entretien de l'ensemble des ouvrages nécessaires au Réseau, destinés à la production et à la distribution de chaleur.

Sont considérés comme ouvrages :

- tous les biens immobiliers, bâtis ou non bâtis, affectés au Réseau et repris dans l'inventaire visé à l'article 6 ci-après ;
- toutes les installations, présentes et à venir, également affectées au Réseau.

L'énergie calorifique proviendra :

- de la chaufferie centrale au bois et au gaz de la Résidence "4 As" ;
- de la chaufferie de la Piscine complétée d'une pompe à chaleur ;
- de toutes autres sources d'énergies qui pourraient s'y ajouter ou s'y substituer, après accord de PAS DE CALAIS HABITAT.

Article 6. - OUVRAGES AFFECTÉS AU RÉSEAU

Le domaine du Réseau est constitué de tous les biens immobiliers mis à sa disposition, ainsi que tous les ouvrages réalisés ou modifiés pendant la phase de travaux, depuis la chaufferie centrale de la Résidence "4 As", les réseaux enterrés et jusqu'aux ouvrages primaires en sous-station des abonnés.

Un inventaire qualitatif et quantitatif des biens constituant le Réseau est dressé par le TITULAIRE, lors de la prise en charge des installations.

Cet inventaire précise, autant que possible, le principe de fonctionnement des ouvrages, leur date de mise en service, leur état technique et la date probable de renouvellement en fonction de la durée de vie. Il précise également à qui incombe la charge du renouvellement de chaque ouvrage décrit ; par défaut, la charge incombe toujours au TITULAIRE.

Cet inventaire des biens affectés au réseau est annexé (annexe n°2) à la présente convention.

PAS DE CALAIS HABITAT, lorsque les considérations techniques ou économiques le justifient, a la faculté d'inclure ou d'exclure, dans le domaine du Réseau, après consultation du TITULAIRE, toute construction non prévue à l'origine de la convention ou toute opération nouvelle.

Les modifications du domaine du Réseau peuvent ouvrir droit pour les parties à une révision des conditions financières de la présente convention, conformément à l'article 35 ci-après.

Article 7. - CONDITIONS DE REMISE DES INSTALLATIONS

7. 1. - Remise des installations existantes en début de convention

PAS DE CALAIS HABITAT remet au TITULAIRE l'ensemble des installations existantes à incorporer aux biens affectés au Réseau. Le TITULAIRE les prend en charge dans l'état où elles se trouvent sans pouvoir invoquer à aucun moment leur état ou disposition pour se soustraire aux obligations de la présente convention. Il s'interdit tout recours contre PAS DE CALAIS HABITAT.

De plus, les principaux ouvrages sont neufs, les travaux ont été réalisés par le TITULAIRE ; il garantit les résultats et le bon fonctionnement pendant la durée de la présente convention.

Dès la remise des ouvrages, le TITULAIRE doit assurer régulièrement l'exploitation du Réseau.

S'il le souhaite, dans les premiers mois qui suivent la date de prise d'effet de la convention, le TITULAIRE peut réaliser, à ses frais et risques, une étude de sol préalable, valant état des lieux, par un organisme certifié, choisi d'un commun accord avec PAS DE CALAIS HABITAT.

7. 2. - Mise à disposition d'ouvrages par des tiers

Le cas échéant, une Collectivité ou un abonné peut mettre à disposition du TITULAIRE, avec son accord, des ouvrages (bâtiments, chaufferies, équipements, ...) pour compléter les besoins du Réseau, en appoint ou en secours, en mi-saison ou en été, etc...

Dans ce cas, des conventions de mise à disposition sont signées entre le Maître d'ouvrage, propriétaire des installations confiées, le TITULAIRE et PAS DE CALAIS HABITAT.

Les projets de convention sont établis par le TITULAIRE et soumis à PAS DE CALAIS HABITAT dans les mêmes conditions que les traités particuliers d'abonnement (voir notamment l'article 17.2).

Le TITULAIRE devra produire, à l'appui de ce projet de convention, tous les éléments techniques et financiers de cette mise à disposition.

Le cas échéant, cette convention de mise à disposition peut être intégrée à une autre convention signée avec l'abonné : convention de raccordement, convention de fourniture de chaleur ou traité particulier d'abonnement.

Sauf indication contraire, spécifiée dans ces conventions :

- leur durée ne peut être supérieure à celle de la convention de fourniture de chaleur (ou du traité particulier) des bâtiments attachés à ces installations ou ces ouvrages, de même qu'à celle de la présente convention d'exploitation ;
- ces ouvrages sont pris en charge par le TITULAIRE ;
- le cas échéant, la convention de mise à disposition règle le problème des travaux préalables de mise en conformité ;
- ces ouvrages sont ensuite exploités, entretenus et renouvelés par le TITULAIRE, au même titre que les autres ouvrages confiés au TITULAIRE ;
- le retour en fin de convention se fait dans les mêmes conditions que les autres installations en fin de la présente convention d'exploitation, mais avec le Propriétaire ou le Gestionnaire, signataire de la convention (voir notamment l'article 45).

Le TITULAIRE est tenu, sous sa responsabilité, de s'assurer préalablement de l'état des ouvrages mis à sa disposition et qu'aucune atteinte ne soit portée à la continuité de la fourniture de chaleur du fait de ces ouvrages. Sinon, seuls le TITULAIRE et le Maître d'ouvrage, propriétaire des ouvrages concernés, auraient à subir les pertes y afférentes et les conséquences en résultant.

7. 3. - Autorisation d'exploiter les ouvrages

Dès la phase chantier et au plus tard à la réception des ouvrages, le TITULAIRE a effectué toutes les démarches administratives nécessaires pour disposer du ou des permis d'exploitation du Réseau.

En particulier, il doit effectuer les déclarations et le cas échéant, en cas d'évolution de la réglementation, instruire les autorisations nécessaires à l'exploitation de la chaufferie auprès des Services de la Préfecture (DREAL - Installations classées).

L'instruction des dossiers est à la charge du TITULAIRE. Les travaux éventuels seront traités conformément à l'article 13 (conformité des ouvrages).

Au terme de la présente convention et quel qu'en soit le motif, le TITULAIRE s'engage, à première demande de PAS DE CALAIS HABITAT, à renoncer au bénéfice des permis d'exploitation qui lui auront été délivrés par les Autorités compétentes, pour l'exécution de la présente convention et à les transmettre à tout nouvel exploitant désigné par PAS DE CALAIS HABITAT sans pouvoir exiger la moindre indemnité à ce titre.

Pendant toute la durée de la présente convention, le TITULAIRE devra se conformer à la réglementation en vigueur et aux prescriptions particulières

résultant des permis d'exploitation ou des arrêtés-types correspondants. En outre, il délimitera les domaines de protection nécessaires autour des installations.

Le TITULAIRE supporte seul les frais, droits et taxes applicables en pareille matière. Les prix stipulés à la présente convention sont réputés tenir compte de l'ensemble des frais, droits et taxes, en vigueur ou connus à la date d'établissement des prix précisée à l'article 27.

7. 4. - Remise d'installations en cours de convention

En cas d'extension du RESEAU, la remise d'installations en cours d'exécution de la convention s'opère dans les conditions prévues par l'article 7.1 précité.

Cette remise d'ouvrages, si elle n'est pas prévue à l'inventaire prévu à l'article 6 précité, peut dans certains cas, ouvrir droit à la renégociation des conditions financières de la convention dans le respect des dispositions de l'article 35 .

Article 8. - SOURCES ÉNERGÉTIQUES

La nature des énergies utilisées et les conditions générales de fourniture à la charge du TITULAIRE sont les suivantes :

- la biomasse (bois-énergie) ;
- l'électricité pour les pompes à chaleur ;
- gaz naturel sous chaudières.

Le TITULAIRE peut modifier l'ordre de priorité des énergies, en fonction des disponibilités de chaque source, des approvisionnements, des tarifications particulières, etc..., dans le respect de ses engagements :

- la chaleur issue de la chaudière biomasse est valorisée en priorité, avec un taux de couverture d'au moins 40 % ;
- ensuite la chaleur récupérée sur les pompes à chaleur est d'au moins 30 % ;
- le taux de couverture annuel cumulée minimum de 70 % (Tg), est calculé en MWh thermiques injectés dans le réseau.

En cas de manquement par le TITULAIRE à ses engagements, il sera notamment fait application de l'article 39.2.5 (*pénalités d'exploitation*).

Il peut également, sur demande ou après accord de PAS DE CALAIS HABITAT, proposer l'utilisation d'autres énergies qui s'avèreraient plus intéressantes sur le plan financier, celui de la pollution ou celui de la sécurité d'approvisionnement.

Dans ce cas, toute modification dans les sources d'énergie utilisées pour la production de chaleur, tout avantage apporté ou toute contrainte pénalisante, non prévus à l'origine de la présente convention ou lors de la précédente renégociation ou dans ses avenants, ouvrent droit pour les parties à une révision des conditions de rémunération (*article 35*).

Article 9. - RÉPARTITION DES TRAVAUX

9. 1. - Tous les travaux d'entretien, de gros entretien et de renouvellement des ouvrages affectés sont à la charge du TITULAIRE : immeubles du Réseau, installations de production et de distribution, réseaux enterrés et postes de livraison, normalement inscrits dans l'inventaire prévu à l'article 6, tenu à jour en permanence par le TITULAIRE.

Les travaux d'entretien et de gros entretien sont exécutés par le TITULAIRE à ses frais, conformément à l'article 10 ci-après.

Les travaux de renouvellement et de modernisation sont exécutés conformément à l'article 11 ci-après.

Un plan prévisionnel de gros entretien et de renouvellement, établi par le TITULAIRE sur la durée de la convention, est annexé sous le n°4 à la présente convention.

Des comptes d'exécution du "G.E.R." (Gros Entretien - Renouvellement) sont tenus par le TITULAIRE ; leurs modalités financières sont en outre précisées aux articles 10.3 et 30 de la présente convention.

9. 2. - Les travaux neufs de 1^{er} établissement sont à la charge de PAS DE CALAIS HABITAT ; sont compris également les travaux neufs de renforcement et d'extension, tels que définis à l'article 12.

Ces ouvrages sont confiés en exploitation au TITULAIRE qui en assure l'entretien en vertu de la présente convention.

Sous réserve de l'approbation par PAS DE CALAIS HABITAT des projets, ainsi que des conditions financières de réalisation et de reprise des ouvrages en fin de convention si cette reprise ne doit pas être gratuite, le TITULAIRE peut établir et renouveler à ses frais, tous ouvrages et canalisations qu'il juge utiles dans l'intérêt du Réseau. Ces ouvrages et canalisations font partie intégrante des biens affectés dans la mesure où ils sont utilisés par le Réseau.

Article 10. - ENTRETIEN DES OUVRAGES

10. 1. - Responsabilité du TITULAIRE

10. 1. 1. - Le TITULAIRE est réputé connaître parfaitement les ouvrages qu'il a pris en charge (et qu'il a réalisés pendant la phase de travaux). En conséquence, il fait son affaire du règlement de tout différend qui peut surgir au sujet de la qualité du matériel et de la bonne exécution des travaux.

PAS DE CALAIS HABITAT subroge le TITULAIRE dans tous ses droits ou actions nés ou à naître à l'encontre des installations des fournisseurs, constructeurs, installateurs et de tous tiers. Cette subrogation s'exerce sans préjudice du recours de PAS DE CALAIS HABITAT contre le TITULAIRE.

Le TITULAIRE est responsable du maintien en bon état et de la sécurité des installations affermées.

La responsabilité de PAS DE CALAIS HABITAT ne peut être engagée pour tout défaut de sécurité des installations confiées au TITULAIRE, y compris celles des appareils à pression de gaz. PAS DE CALAIS HABITAT ne peut être mise en cause directement ou indirectement pour les fautes et infractions commises par le TITULAIRE.

Enfin, le TITULAIRE veille tout spécialement à respecter la réglementation sur l'environnement, à traiter correctement les résidus de combustion (cendres, suies et mâchefers), et à éviter tout dommage à toute installation du voisinage.

- 10. 1. 2. -** Les travaux nécessaires au maintien des ouvrages en bon état de fonctionnement, ainsi que les réparations de tous les dommages éventuellement causés à ces installations ou à ce qui en dépend (routes, gazons, clôtures, bâtiments, ...) sont à la charge du TITULAIRE.

Ces travaux comprennent le petit entretien, le gros entretien et le renouvellement des ouvrages confiés au TITULAIRE.

La garantie donnée par le TITULAIRE comprend l'exécution, à la charge du TITULAIRE, de toutes réparations et tous remplacements nécessaires au bon fonctionnement de l'installation, de telle sorte qu'aucune dépense ne reste à la charge de PAS DE CALAIS HABITAT.

10. 2. - Petit entretien

Le petit entretien comprend :

- les fournitures d'entretien courant et les matières fongibles : graisse, joints, chiffons, visserie, lampes, fusibles, ... et tout produit d'entretien et de nettoyage ;
- les pièces à usure rapide ou à renouvellement périodique : gicleurs, électrodes, cellules, filtres, courroies, presse-étoupe, ... (*quel que soit leur prix*) ;
- le petit matériel et des pièces détachées de faible valeur unitaire (*de moins de 230 € H.T., valeur révisable comme la redevance R2*), par exemple : thermomètres, manomètres, visserie, lampes, fusibles, contacteurs, vannes et organes de petit diamètre, ... ;
- tous les travaux, (notamment de pose et dépose de matériels pour réparation ou remplacement) effectués par le personnel assurant en temps normal la conduite de la chaufferie sans faire appel à des spécialistes (soudeurs, électriciens, ...) et la fourniture des pièces détachées correspondant à ces travaux ;
- l'entretien et l'amortissement de l'outillage et des véhicules ;
- les visites de contrôle comprenant les visites réglementaires et les épreuves ;
- les contrats d'entretien des postes de traitement d'eau, les pièces de rechange et les produits de traitement ;
- les contrats d'entretien des postes de livraison, en gaz, en électricité, ... ;
- les analyses de combustibles, d'eau d'appoint, de fumées et résidus de combustion, d'air, de sol ... ;

- les contrats d'entretien et les frais de réétalonnage, réparation ou renouvellement des compteurs, capteurs et sondes ;
- l'entretien courant des bâtiments (y compris les petits travaux de vitrerie, serrurerie, etc...), des espaces verts, des abords et des clôtures ;
- les prestations minimales prévues à l'Annexe 2 du C.C.T.G. d'exploitation de chauffage (décret n° 87.966 du 26 novembre 1987, brochure 2 008 des J.O.).

10. 3. - Gros entretien - Garantie totale

10. 3. 1. - Le gros entretien (P3/1) comprend les réparations (urgentes ou programmables) et tous les remplacements de pièces ou parties d'équipement individualisées, nécessaires au maintien des ouvrages en bon état de fonctionnement qui ne relèvent pas du petit entretien. Il englobe, le cas échéant, les réparations des sinistres et dégâts causés par des tiers.

Les réparations sont assimilées à du renouvellement (P3/2 défini à l'article 11.1) dans la mesure où elles font intervenir du matériel neuf et concernent un équipement complet.

Le TITULAIRE doit posséder sur place ou à proximité toutes les pièces de rechange nécessaires à la remise en état rapide des échangeurs thermiques en sous-stations et des organes mécaniques ou électriques de chacun des types en service et qui ne sont pas doublés à titre de secours.

Un état du stock tenu par le TITULAIRE est produit, tous les ans, avec le compte rendu technique.

10. 3. 2. - Pour faire face à ses obligations, le TITULAIRE ouvre et tient dans sa comptabilité deux comptes dit d'une part, de Gros Entretien (GE ou P3/1) et d'autre part, de Renouvellement (R ou P3/2).

Ces comptes ou "fonds" sont alimentés par le TITULAIRE par un pourcentage des recettes R2 respectivement de :

- 21,5 % pour le "GE" ou P3/1 ;
- 8,3 % pour le "R" ou P3/2.

Ces comptes ou fonds sont débités des dépenses correspondantes de gros entretien et de renouvellement.

Ces comptes de G.E.R doivent être recrédités des remboursements de compagnie d'assurances au titre de sinistres dont les travaux ont été imputés à l'un des comptes, ainsi que de toute prise en charge totale ou partielle, par un tiers, d'une dépense imputée à un compte de G.E.R.

Par contre, il est interdit au TITULAIRE de débiter de ces comptes les conséquences pécuniaires de fautes d'exploitation, comme les pénalités ou les frais de dépollution du site.

Le TITULAIRE est tenu de payer la totalité des dépenses nécessaires à la mise en œuvre de ces obligations, même si leur coût excède le montant disponible sur les comptes.

L'état de ces comptes est justifié chaque année dans les comptes rendus prévus aux articles 31 et suivants (comptes rendus technique et financier). Il est corrigé, le cas

échéant, suite aux observations formulées par PAS DE CALAIS HABITAT ou par l'Assistant chargé par lui du suivi d'exécution de la présente convention et de la vérification des comptes.

Les dispositions financières particulières de gestion de ces comptes de G.E.R. sont spécifiées à l'article 30.

10. 4. - Entretien des installations des abonnés

L'entretien et le maintien en bon état de fonctionnement, des installations appartenant aux abonnés est à la charge de ceux-ci.

Le TITULAIRE n'est responsable que des désordres provoqués de son fait dans les installations intérieures des abonnés.

10. 5. - Libre accès aux postes et installations

Les agents du TITULAIRE ont accès à tout instant aux postes de livraison. À cet effet, les serrures placées aux portes des postes de livraison sont d'un modèle permettant au TITULAIRE l'utilisation d'un passe partout.

Les agents de PAS DE CALAIS HABITAT, ou mandatés par elle, ainsi que ceux du Service des Instruments de Mesure ont le droit d'accéder, à tout instant, aux instruments et appareils réglementés dont la surveillance incombe à ce service.

Article 11. - RENOUELEMENT ET MODERNISATION

11. 1. - Renouvellement

Le remplacement à l'identique ou à l'équivalent des ouvrages (c'est-à-dire le remplacement d'un matériel par un autre, pouvant être différent de celui abandonné, mais de même destination et de même potentiel de performance), dont le renouvellement s'avère nécessaire, est à la charge du TITULAIRE.

Les dépenses supportées par le TITULAIRE sont imputées sur le compte de G.E.R. correspondant ("P3/2" ou "R").

L'inventaire prévu à l'article 6 est mis à jour après travaux.

11. 2. - Modernisation

Si le TITULAIRE se trouve amené, notamment dans le cadre de son programme de renouvellement, à remplacer un matériel important, il doit au préalable en aviser PAS DE CALAIS HABITAT afin d'examiner l'intérêt qu'il peut y avoir, compte tenu de l'évolution des techniques ou des sources d'énergie, à substituer aux

appareils à remplacer, des appareils de principe ou de puissance mieux adaptés à la poursuite de l'exploitation, non seulement jusqu'à la fin de la présente convention, mais également au-delà de la date de son expiration.

De même, PAS DE CALAIS HABITAT peut demander toute modernisation de l'installation susceptible d'améliorer financièrement les résultats de l'exploitation, compte tenu de l'ensemble des charges découlant de cette modernisation.

En fonction des solutions adoptées, PAS DE CALAIS HABITAT peut, soit participer aux dépenses s'il en résulte un surcoût, soit demander la compensation s'il en résulte une économie ; ce changement de matériel, qui modifie les conditions de l'exploitation, ouvre droit à la révision des conditions de rémunération de la présente convention (article 35).

Sauf accord portant sur le financement partiel des ouvrages par le TITULAIRE et leur exécution par lui, PAS DE CALAIS HABITAT en confie la réalisation conformément au Code des marchés publics. En cas d'appel à la concurrence, le TITULAIRE est admis à soumissionner dans les mêmes conditions que les autres entrepreneurs.

Les dépenses supportées par le TITULAIRE sont imputées sur le compte de G.E.R. correspondant ("P3/2" ou "R").

L'inventaire prévu à l'article 6 est mis à jour après travaux.

Article 12. - RENFORCEMENTS ET EXTENSIONS

Les renforcements et extensions de réseau, les nouveaux branchements et leurs postes de livraison, sont réalisés par PAS DE CALAIS HABITAT, comme les ouvrages de 1^{er} établissement.

Les travaux peuvent être confiés au TITULAIRE sous la forme de marché(s) complémentaire(s) en application du CCAP.

Dans tous les cas, l'inventaire prévu à l'article 6 est mis à jour par le TITULAIRE.

Les nouveaux ouvrages sont entretenus et renouvelés par le TITULAIRE à ses frais et font partie intégrante du Réseau.

Article 13. - MISE EN CONFORMITÉ ET SÉCURITÉ DES OUVRAGES

Les installations, notamment de combustion et de stockage de combustible, doivent être conformes à la réglementation en vigueur relative aux installations classées, au travail, à l'hygiène et à la sécurité.

Les dépenses entraînées par des travaux exécutés pour un motif de sécurité publique ou de mise en conformité des ouvrages avec des règlements techniques et administratifs sont à la charge du TITULAIRE.

Il appartient au TITULAIRE de signaler à PAS DE CALAIS HABITAT toute réglementation ou évolution de celle-ci, susceptible d'exiger des modifications des installations.

Les dépenses supportées par le TITULAIRE peuvent être imputées sur le compte de G.E.R. correspondant, si leur objet s'apparente à des travaux éligibles.

L'inventaire prévu à l'article 6 est mis à jour après travaux.

Article 14. - CONTRÔLE DES TRAVAUX PAR LE TITULAIRE

Le TITULAIRE dispose d'une obligation de contrôle sur tous les travaux dont il n'est pas lui-même chargé. Cette obligation comporte la communication des projets d'exécution sur lesquels le TITULAIRE donne son avis.

Le TITULAIRE doit suivre l'exécution des travaux et assister aux réunions de chantier. Il a, en conséquence, le libre accès aux chantiers. Au cas où il constaterait quelque omission ou malfaçon d'exécution susceptible de nuire au bon fonctionnement du Réseau, il doit le signaler oralement à l'aménageur et à PAS DE CALAIS HABITAT, et le confirmer par écrit, dans le délai de huit (8) jours.

Le TITULAIRE doit assister aux opérations préalables à la réception et présenter ses observations qui sont consignées au procès-verbal. Faute d'avoir signalé, à l'aménageur et/ou à PAS DE CALAIS HABITAT, ses constatations d'omission(s) ou de malfaçon(s) en cours de chantier, ou d'avoir présenté ses observations lors des opérations préalables à la réception, le TITULAIRE ne peut refuser de recevoir et d'exploiter les ouvrages comme indiqué ci-après.

Après réception des travaux, PAS DE CALAIS HABITAT reçoit les ouvrages et les remet au TITULAIRE. Cette remise des installations est constatée par un procès-verbal signé des trois parties. Elle est accompagnée de la remise au TITULAIRE du plan des ouvrages exécutés.

Le TITULAIRE, ayant eu pleine connaissance des projets et ayant pu en suivre l'exécution, ne pourra plus à aucun moment invoquer les dispositions pour se soustraire aux obligations de la présente convention. Toutefois, le TITULAIRE est autorisé, soit directement, soit par l'intermédiaire de PAS DE CALAIS HABITAT, à exercer les recours ouverts à celui-ci, vis-à-vis des entrepreneurs et fournisseurs, par la législation en vigueur.

Article 15. - INTÉGRATION DE RÉSEAUX PRIVÉS

Lorsque des installations susceptibles d'être intégrées au Réseau sont réalisées à l'initiative d'aménageurs privés, PAS DE CALAIS HABITAT, au moyen de conventions conclues avec les aménageurs, réserve les droits de contrôle du TITULAIRE prévus à l'article 14.

Les frais induits sont à la charge du TITULAIRE.

Lors de l'intégration effective de réseaux privés existants, le TITULAIRE reçoit l'inventaire des ouvrages à incorporer et doit donner son avis sur leur état, avant de se prononcer sur leur intégration.

Le cas échéant, les travaux éventuels de mise en conformité, (y compris l'établissement ou la mise à jour du dossier de récolement des ouvrages) doivent, sauf cas particulier, être réalisés par le demandeur avant l'incorporation effective. Pour ce faire, un contrôle préalable est effectué par le TITULAIRE.

Article 16. - PRINCIPES GÉNÉRAUX DE L'EXPLOITATION

Le TITULAIRE est chargé d'exploiter les ouvrages du Réseau.

Il s'engage, en conséquence, à assurer la sécurité ainsi que le bon fonctionnement, l'entretien, la réparation et le renouvellement des ouvrages affermés, grâce à une surveillance régulière et systématique du Réseau ; en vue, d'une part, de garantir la continuité de la fourniture de chaleur, notamment en limitant la fréquence et la durée des arrêts éventuels et, d'autre part, de limiter à ce qui est strictement nécessaire, la consommation d'énergie, tout en assurant la meilleure qualité de service possible.

Le TITULAIRE s'engage à faire un effort continu dans la recherche de nouvelles économies, notamment par des mesures d'exploitation qui lui seraient demandées par PAS DE CALAIS HABITAT. Le cas échéant, il est fait application de l'article 35 (*révision des tarifs*).

Article 17. - CONVENTIONS D'ABONNEMENT

17.1. - Les relations avec les abonnés font l'objet de deux contrats :

- une convention de raccordement pérenne, bipartite, signée entre PAS DE CALAIS HABITAT et l'abonné (maître d'ouvrage - propriétaire) ;
- une convention de fourniture de chaleur d'une durée limitée, tripartite, signée entre PAS DE CALAIS HABITAT, l'abonné (gestionnaire - occupant) et l'exploitant.

La convention de raccordement traite des conditions techniques et financières du raccordement, de la propriété des ouvrages et des limites de prestations, des servitudes diverses, ainsi que des dispositions générales relatives aux conditions de livraison de l'énergie calorifique.

La convention de fourniture de chaleur traite des conditions particulières de l'abonnement : puissance souscrite, températures contractuelles des fluides thermiques et conditions particulières de fourniture.

Des cadres-modèles de conventions sont annexés sous les numéros 7 et 8 à la présente convention.

17. 2. - Lorsque la situation particulière d'un abonné le justifie, PAS DE CALAIS HABITAT autorise le TITULAIRE à signer, avec cet abonné, un traité particulier d'abonnement. Le projet, établi par le TITULAIRE, est soumis à l'accord préalable de PAS DE CALAIS HABITAT.

Un délai de trois (3) mois est laissé à PAS DE CALAIS HABITAT pour donner son accord, formuler des observations ou refuser le projet ; passé ce délai, le projet est réputé agréé.

Si, au cours de ce délai, des modifications sont demandées, le TITULAIRE doit rectifier en conséquence son projet et le soumettre à nouveau à PAS DE CALAIS HABITAT dans un délai maximum d'un (1) mois. Ensuite, un délai de deux (2) mois est de nouveau laissé à PAS DE CALAIS HABITAT pour formuler des observations ou refuser le projet ; passé ce délai, le projet est alors réputé agréé.

17. 3. - Sauf conditions particulières spécifiées dans la convention de fourniture de chaleur, les abonnements sont conclus jusqu'à l'échéance de la présente convention d'exploitation.

Les abonnements sont cessibles, moyennant une information préalable du TITULAIRE et de PAS DE CALAIS HABITAT.

Les conditions de résiliation ou de modification sont précisées dans les conventions de raccordement et de fourniture de chaleur.

Article 18. - MESURES DES FOURNITURES AUX ABONNÉS

18. 1. - La chaleur livrée à chaque abonné doit être mesurée par un ou plusieurs compteurs d'énergie thermique d'un modèle agréé. Les compteurs et les sondes de température sont plombés par un organisme agréé à cet effet par le Service des Instruments de Mesure.

18. 2. - Les compteurs sont entretenus annuellement et remplacés si nécessaire, aux frais du TITULAIRE, par un réparateur agréé par le Service des Instruments de Mesure. L'exactitude des compteurs doit être vérifiée au moins tous les quatre (4) ans par le Service des Instruments de Mesure ou par un organisme agréé par ce dernier, choisi d'un commun accord entre le TITULAIRE et PAS DE CALAIS HABITAT.

L'abonné peut demander, à tout moment, la vérification d'un compteur au Service des Instruments de Mesure ou à un organisme agréé par ce dernier. Les frais entraînés par cette vérification supplémentaire sont à la charge, de l'abonné si le compteur est conforme, du TITULAIRE dans le cas contraire.

18. 3. - Dans tous les cas, un compteur est considéré comme inexact lorsqu'il présente des erreurs de mesurage supérieures aux erreurs maximales tolérées, fixées par le décret n° 76-1327, du 10 décembre 1976. Tout compteur inexact est remplacé par un compteur vérifié et conforme.

Pour la période où un compteur a donné des indications erronées, le TITULAIRE remplace ces indications :

1) pour le chauffage :

par une consommation théorique (MWh) calculée par comparaison avec une période équivalente qui suit la réparation du compteur, au prorata des degrés-jours :

$$C_t = C_r \frac{DJ_t}{DJ_r}$$

avec :

Ct	la consommation théorique (pendant la panne) à substituer ;
Cr	la consommation relevée pendant la période qui suit la réparation du compteur ;
DJt	les degrés-jours observés pendant la panne du compteur ;
DJr	les degrés-jours observés pendant la période qui suit la réparation du compteur.

Il est en outre précisé que les Degrés-Jours pris en compte sont les D.J.U. édités par "Météoclim", pour la station de Lille-Lesquin.

2) pour les autres usages :

par une consommation théorique (MWh), calculée par comparaison avec la même période (ou jugée équivalente, compte tenu de ces autres usages thermiques) qui suit la réparation du compteur.

En attendant la facturation définitive, une facturation provisoire égale à celle d'une précédente période équivalente peut être établie.

Article 19. - CHOIX DES PUISSANCES

La puissance souscrite dans la convention de fourniture de chaleur est la puissance calorifique maximale que le TITULAIRE est tenu de mettre à la disposition de l'abonné.

Elle ne peut être supérieure à la puissance du poste de livraison de l'abonné.

Pour des bâtiments neufs, l'abonné peut limiter sa puissance souscrite à celle des locaux en service pour tenir compte de l'échelonnement dans l'édification et la mise en service des bâtiments.

Il peut demander la modification (en plus ou en moins) de sa puissance souscrite en fonction de l'évolution de ses besoins, et notamment dans les cas suivants :

- agrandissement des locaux ;
- fermeture de bâtiments ;
- travaux ou mesures d'économie d'énergie.

19. 1. - Chauffage des locaux

La puissance correspondante est égale ou supérieure au produit :

- de la puissance calorifique maximale en service continu, somme des besoins calorifiques de chauffage des bâtiments de l'abonné, des pertes internes de distribution et des pertes singulières éventuellement liées au mode de chauffage choisi ;
- par un coefficient de surpuissance, pour remise en température, après baisse ou arrêt du chauffage ; à défaut d'indication contraire, ce coefficient est égal à 1,10.

19. 2. - Eau chaude sanitaire et autres fournitures

La puissance correspondante est fixée dans la demande d'abonnement en fonction des besoins de l'abonné et des caractéristiques des installations en poste de livraison.

19. 3. - Modification de la puissance souscrite

Les puissances souscrites par les abonnés, à l'entrée en vigueur de la présente convention, ont servi d'assiette au dimensionnement des ouvrages et à la détermination de l'élément R2 de tarification de la chaleur.

Si la somme des puissances souscrites venait à être modifiée, pour une raison ou pour une autre, de plus ou moins dix pour cent (10%), elle donne droit à la révision des tarifs, selon les modalités prévues à l'article 35.

De même, dans le cas de modifications de plus ou moins vingt-cinq pour cent (25%) de l'énergie consommée annuellement, l'élément R1 pourrait également être révisé, afin de tenir compte de l'incidence des pertes thermiques précisées dans le bilan énergétique de référence annexé (annexe n° 5) à la présente convention.

Les puissances souscrites et les consommations annuelles moyennes de base sont également annexées (annexe n° 3) à la présente convention.

Article 20. - NATURE ET CARACTÉRISTIQUES DE LA CHALEUR DISTRIBUÉE

La chaleur est distribuée sous forme d'eau à basse pression (inférieure à 110°C) ; elle est livrée dans les locaux mis à la disposition du TITULAIRE par les abonnés. Ces locaux sont appelés sous-stations ou postes de livraison.

20. 1. - Conditions générales

La chaleur est obtenue par échange entre un fluide circulant dans les installations primaires, dit fluide primaire, dont le TITULAIRE est responsable, et le fluide alimentant les installations des immeubles, dit fluide secondaire.

Elle est livrée dans les conditions générales suivantes :

- fluide secondaire (en aval de l'échangeur) : $80^{\circ}\text{C} \pm 10^{\circ}\text{C}$;
- les températures supérieures (90°C) étant requises par les conditions extérieures les plus défavorables (-9°C).

Les conditions particulières de fournitures sont fixées dans la convention de fourniture de chaleur.

20. 2. - Eau chaude sanitaire et autres usages

Le cas échéant, l'abonné fait son affaire d'assurer la production d'eau chaude sanitaire, ou tout autre usage thermique, à partir des échangeurs installés et de la chaleur livrée par le TITULAIRE.

20. 3. - Fourniture à des conditions particulières

Toute demande de fourniture de chaleur, sous une forme ou à une température différente, peut être refusée ou acceptée par le TITULAIRE, après accord de PAS DE CALAIS HABITAT.

Le TITULAIRE peut exiger le paiement par l'abonné de tous les frais et charges susceptibles d'en résulter pour lui-même, soit au moment du raccordement, soit en cours d'exploitation.

En outre, cette fourniture doit être compatible avec les conditions techniques normales de distribution et ne doit, en aucun cas, obliger le TITULAIRE à modifier ces conditions, en particulier à augmenter la température du réseau au-dessus de celle prévue au début du présent article (premier alinéa de l'article 20 ci-dessus).

Les conditions de production et de livraison de ces autres fournitures de chaleur sont précisées dans la convention de fourniture de chaleur.

Article 21. - CONDITIONS GÉNÉRALES DU RÉSEAU**21. 1. - Exercice de facturation**

On appelle exercice la période comprise entre le 1^{er} juillet d'une année et le 30 juin de l'année suivante (ou saison de chauffage).

Le premier exercice étant celui courant de la date d'effet au 30 juin 2012.

21. 2. - Périodes de fournitures

21. 2. 1. - Lorsque la chaleur est destinée au chauffage, les dates de début et de fin de saison de chauffage, période au cours de laquelle le TITULAIRE doit être en mesure de fournir la chaleur nécessaire au chauffage dans les vingt quatre (24) heures suivant la demande de l'abonné, sont les suivantes :

- fin de la saison de chauffage : 10 juin ;
- début de la saison de chauffage : 10 septembre.

Les dates respectives, de début et de fin de la période effective de chauffage, sont fixées à la demande expresse de chaque abonné.

21. 2. 2. - Lorsque la chaleur est destinée à la fourniture d'eau chaude sanitaire : le service est assuré toute l'année, sous réserve des interruptions nécessitées par l'entretien, comme il est précisé aux paragraphes 21.3 et 21.4 ci-dessous.

21. 2. 3. - Fournitures en dehors de la période de chauffage :

Si un abonné demande des garanties de fournitures en dehors de la saison de chauffage, le TITULAIRE est tenu de lui accorder aux conditions prévues aux articles 17 et 18 ci-dessus et fixées dans sa convention de fourniture de chaleur, sous réserve des interruptions nécessitées par l'entretien, comme il est précisé aux paragraphes 21.3 et 21.4.

21. 2. 4. - Autres fournitures :

Les conditions particulières aux autres fournitures sont fixées par la police d'abonnement, sous réserve des interruptions nécessitées par l'entretien, comme il est précisé aux paragraphes 21.3 et 21.4 ci-dessous.

21. 3. - Travaux d'entretien courant

Ces travaux sont exécutés, sauf dérogation, en dehors de la saison de chauffage ou pendant cette période, à la condition qu'il n'en résulte aucune perturbation pour les abonnés.

Les travaux programmables d'entretien des appareils en postes de livraison sont exécutés pendant un arrêt annuel normal d'une durée maximale de cinq (5) jours consécutifs ou non, hors dimanche et jours fériés, dont les dates sont communiquées à chaque abonné, et, par avis collectifs, aux usagers concernés, avec un préavis minimal de dix (10) jours.

Les dates sont déterminées en accord avec PAS DE CALAIS HABITAT.



21. 4. - Travaux de gros entretien, de renouvellement et d'extension

Tous les travaux programmables, nécessitant la mise hors service des ouvrages, sont exécutés en dehors de la saison de chauffage et en une seule fois, si possible, sauf dérogation accordée par PAS DE CALAIS HABITAT.

La période et la durée d'exécution de ces travaux sont fixées par le TITULAIRE, après accord de PAS DE CALAIS HABITAT pour les interruptions de livraison de plus de douze (12) heures. Ces interruptions générales doivent être exceptionnelles et limitées à cinq (5) jours ouvrables au maximum sur un exercice et pour un même abonné. Les dates sont communiquées aux abonnés et, par avis collectifs, aux usagers concernés, avec un préavis minimal de dix (10) jours.

Article 22. - CONDITIONS PARTICULIÈRES DU RÉSEAU**22. 1. - Arrêts d'urgence**

Dans les circonstances exigeant une interruption immédiate, le TITULAIRE doit prendre d'urgence les mesures nécessaires. Il en avise sans délai PAS DE CALAIS HABITAT, les abonnés concernés, et, par avis collectifs, les usagers concernés.

22. 2. - Autres cas d'interruption de fourniture

Le TITULAIRE a le droit, après en avoir avisé PAS DE CALAIS HABITAT, de suspendre la fourniture de chaleur à tout abonné dont les installations seraient une cause de perturbation pour les ouvrages du Réseau. En cas de danger, il intervient sans délai pour prendre toutes les mesures de sauvegarde, mais doit prévenir immédiatement l'abonné et, par avis collectifs, les usagers concernés ; il rend compte, par écrit, à PAS DE CALAIS HABITAT dans les vingt-quatre (24) heures, avec les justifications nécessaires.

22. 3. - Retards, interruptions ou insuffisances de fourniture

Sous réserve des dispositions qui précèdent, les retards, interruptions ou insuffisances de fourniture de chaleur, donnent lieu :

- d'une part, au profit de l'abonné, à une absence ou à une réduction de facturation correspondant à la fourniture non exécutée par le TITULAIRE ;
- d'autre part, au profit de PAS DE CALAIS HABITAT, à une pénalité due par le TITULAIRE et appliquée indépendamment de l'absence ou de la réduction de facturation précitée.

Pour le chauffage seulement :

a) Est considéré comme retard de fourniture, le défaut pendant plus d'une journée après la demande écrite formulée par un ou plusieurs abonnés, de remise en route de la distribution de chaleur à un ou plusieurs postes de livraison, au début ou en cours de la saison de chauffage.

Pour tous les usages :

b) Est considérée comme interruption de fourniture, l'absence constatée pendant plus de quatre (4) heures de la fourniture de chaleur à un poste de livraison.

c) Est considérée comme insuffisante, la fourniture de chaleur à une puissance et à un niveau de température ou de pression inférieurs aux seuils fixés par les conditions générales ou la police d'abonnement, pendant plus de huit (8) heures consécutives.

Article 23. - UTILISATION DES SOURCES ÉNERGÉTIQUES**23. 1. - Choix des combustibles**

Le TITULAIRE ne peut moduler le choix des combustibles que dans les limites permises par les caractéristiques des installations et qui sont les suivantes :

- chaudière au bois, délivrant 0,9 MW th. ;
- pompes à chaleur, délivrant 0,4 MW th. ;
- chaudières gaz totalisant 3,8 MW th. (avec la piscine).

23. 2. - Stocks de sécurité en combustibles

Le TITULAIRE est tenu de maintenir dans la "fosse" de la chaufferie du 1^{er} décembre au 15 mars un stock de combustible "bois", calculé pour assurer le fonctionnement du Réseau en marche normale continue avec ce combustible pendant 3 jours consécutifs.

Article 24. - CONTRÔLE PAR PAS DE CALAIS HABITAT

PAS DE CALAIS HABITAT contrôle le Réseau lui-même, ou éventuellement par l'intermédiaire de représentants librement désignés par lui, qu'il fait connaître par écrit à son TITULAIRE.

PAS DE CALAIS HABITAT, ou ses représentants choisis par lui, peuvent à tout moment s'assurer que le Réseau est exploité correctement par le TITULAIRE.

Le TITULAIRE doit prêter son concours à PAS DE CALAIS HABITAT (ou ses représentants), pour qu'il accomplisse sa mission de contrôle, en lui fournissant tous les documents et l'aide matérielle nécessaire.

Article 25. - CONTRATS PASSÉS AVEC DES TIERS

Tous les contrats passés par le TITULAIRE avec des tiers, et nécessaires à la continuité du Réseau, doivent comporter une clause réservant expressément à PAS DE CALAIS HABITAT la faculté de se substituer ou de substituer un tiers au TITULAIRE, dans le cas où il serait mis fin à la convention.

En particulier, le TITULAIRE communique à PAS DE CALAIS HABITAT les contrats et les conditions d'achat de combustibles, voire de chaleur, leurs avenants, toute modification, ainsi que leurs annexes.

Ces contrats sont communiqués, dès signature et en fin d'exercice dans le compte rendu prévu aux articles 31 et suivants.

Article 26. - AGENTS DU TITULAIRE

Le TITULAIRE garantit à PAS DE CALAIS HABITAT et aux abonnés, qu'un de ses représentants, susceptible de prendre les décisions propres à assurer la continuité et la qualité du service, est joignable en permanence via un service d'astreinte dont les coordonnées sont communiquées à PAS DE CALAIS HABITAT et aux abonnés par tout moyen approprié.

Article 27. - TARIERS DE BASE

27. 1. - Le TITULAIRE est autorisé à facturer l'énergie calorifique directement aux abonnés, aux tarifs de base maximaux ci-après, auxquels s'ajoute la taxe sur la valeur ajoutée. Sont déjà comprises toutes les autres taxes locales, parafiscales, droits et redevances.

Ces tarifs ont été établis au vu notamment d'un compte prévisionnel de l'exploitation, établi par le TITULAIRE sur la durée de la convention, et annexé à la présente convention (annexe n°6), qui détaille le calcul des prix de base de l'énergie calorifique, ainsi que des recettes et des dépenses du Réseau.

Chacun des tarifs ci-dessous est décomposé en deux éléments R1, R2, représentant respectivement :

R1 : élément proportionnel représentant le coût des combustibles ou autres sources d'énergie (sauf la part d'électricité afférente aux usages visés en R2) réputés nécessaires, en quantité et en qualité, pour assurer la fourniture d'un MWh de chaleur (chauffage, eau chaude sanitaire ou autres usages).

R2 : élément fixe ou "abonnement".

Cette redevance est composée des termes R2-1 et R2-2 représentant respectivement les coûts suivants :

Le terme R2-1 représente la somme des coûts suivants :

- le coût des prestations de conduite et d'entretien nécessaires pour assurer le fonctionnement des installations affermées ;
- le coût de l'énergie électrique utilisée mécaniquement pour assurer le fonctionnement des installations affermées ;
- le coût des grosses réparations et du renouvellement des installations ;
- les coûts de gestion et charges administratives ;
- les charges financières ;
- la redevance pour frais de contrôle et les autres redevances ou servitudes éventuellement dues.

Le terme R2-2 représente, sauf paiement direct à PAS DE CALAIS HABITAT, le montant du droit de raccordement dû par l'abonné au titre de la convention de raccordement visée à l'article 17 des présentes.

Les valeurs de base des éléments figurant dans les tarifs suivants ont été établis à partir des derniers éléments connus à la date du 30 mai 2011.

27. 2. - Les abonnés sont soumis à la tarification au compteur de chaleur. La valeur de base R du prix de vente de l'énergie calorifique est déterminée par la formule :

$$R = R1 \times \text{nombre de MWh consommés par l'abonné} \\ + R2 \times \text{puissance souscrite par l'abonné en kW.}$$

Les éléments R1 et R2-1 ont les valeurs de base suivantes :

Tarification	R 1 € HT / MWh	R2-1 € HT / kW
Tarif général binôme :	41,929	26,553

La valeur de base de l'élément R2-2 d'un abonné est fixée dans sa convention de raccordement.

Article 28. - INDEXATION DES TARIFS

Sauf dispositions contraires de la réglementation des prix, les prix figurant à l'article suivant sont indexés par élément selon les modalités suivantes :

28. 1. - Éléments proportionnels

Les redevances R1, représentatives des coûts des combustibles, sont réactualisées sur la base d'une somme pondérée de paramètres représentatifs de l'évolution des coûts du bois-énergie, de l'électricité du gaz naturel.

Au début de la présente convention, le TITULAIRE, en accord avec PAS DE CALAIS HABITAT, a déterminé le poids respectif de chaque paramètre. Ces proportions sont considérées comme définitives, du point de vue de la facturation, sauf renégociation avec PAS DE CALAIS HABITAT en application de l'article 35 (*révision des tarifs*).

28. 1. 1. - La redevance R1 est indexée par application de la formule paramétrique :

$$R1 = R1_0 \left(0,29 \frac{Gz}{Gz_0} + 0,53 \frac{Bs}{Bs_0} + 0,18 \frac{EL}{EL_0} \right)$$

avec

$$\frac{Gz}{Gz_0} = 0,87 \frac{Gh}{Gh_0} + 0,13 \frac{Ge}{Ge_0}$$

et

$$\frac{Bs}{Bs_0} = 0,20 \frac{IE}{IE_0} + 0,30 \frac{IM}{IM_0} + 0,10 \frac{S}{S_0} + 0,40 \frac{TR}{TR_0}$$

dans lesquelles :

Gz	représente le tarif de Gaz de France, type "B2S", niveau 1 :
Gh	est le prix proportionnel du gaz en "hiver" ;
Ge	est le prix proportionnel du gaz en "été" ;
IE ou NRG000	est l'indice des prix à la production de l'industrie et des services aux entreprises - agrégat "Énergie" de l'I.N.S.E.E. (CPF rév.2 : "NRG000" - identifiant BDM : "1570147"), base 100 en 2005, publié dans les cahiers détachés du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment ou toute autre revue spécialisée ;
IM ou IPAMPA	est l'indice brut des "prix d'achat des moyens de production agricole" de l'I.N.S.E.E. (CPF rév.2 : "IPAMPA" - identifiant BDM : "1570862"), base 100 en 2005, publié sur le site de l'I.N.S.E.E. ou toute autre revue spécialisée ;

S ou ICHT-IME	est l'indice du coût horaire du travail, tous salariés, dans les "Industries Mécaniques et Électriques", base 100 en décembre 2008, publié dans les cahiers détachés du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment ou toute autre revue spécialisée ;
TR	est l'indice Transports routiers dans les marchés de longue durée du Ministère de l'Équipement (DAEI), base 100 en janvier 1988, publié dans les cahiers détachés du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment ou toute autre revue spécialisée ;
EL ou BT CVS ou 351001	est l'indice des prix à la production de l'industrie pour le marché français "Électricité Basse Tension" de l'I.N.S.E.E. (CPF rév.2 : "351001" - identifiant BDM : "1570283"), base 100 en 2005, publié dans les cahiers détachés du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment ou toute autre revue spécialisée.

Les indices "0" correspondent aux valeurs initiales des paramètres, précisées à l'Acte d'Engagement.

28. 1. 2. - L'indexation s'effectue sur la base des dernières valeurs publiées, applicables et connues le dernier jour du mois de facturation (*voir l'article 28.3 ci-dessous*).

28. 2. - Éléments fixes

Les redevances R2, représentatives des coûts d'exploitation, sont réactualisées sur la base d'une somme pondérée de paramètres qui correspondent respectivement à un terme fixe et des indices qui reflètent la structure du compte d'exploitation.

Au début de la présente convention, le TITULAIRE, en accord avec PAS DE CALAIS HABITAT, a déterminé le poids respectif de chaque paramètre. Ces proportions sont considérées comme définitives, du point de vue de la facturation, sauf renégociation avec PAS DE CALAIS HABITAT en application de l'article 35 (*révision des tarifs*).

Sauf conditions particulières, précisées dans la convention de raccordement de l'Abonné concerné, ces conditions s'appliquent par défaut également à la redevance R2-2.

28. 2. 1. - Le coût des prestations R2 est indexé par application de la formule :

$$R2 = R2_0 \left(0,15 + 0,26 \frac{S}{S_0} + 0,27 \frac{BT40}{BT40_0} + 0,18 \frac{Fsd1}{Fsd1_0} + 0,14 \frac{EL}{EL_0} \right)$$

dans laquelle :

S ou ICHT-IME	est l'indice du coût horaire du travail, tous salariés, dans les "Industries Mécaniques et Électriques", base 100 en décembre 2008, publié dans les cahiers détachés du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment ou toute autre revue spécialisée ;
------------------	--

- BT40 est l'index national de Bâtiment "Chauffage central", base 100 en janvier 1974, publié dans les cahiers détachés du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment ou toute autre revue spécialisée ;
- Fsd1 est l'indice "Frais et services divers 1", base 100 en juillet 2004, calculé à partir du modèle de la D.G.C.C.R.F. et publié dans les cahiers détachés du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment ou toute autre revue spécialisée ;
- EL
ou BT CVS
ou 351001 est l'indice des prix à la production de l'industrie pour le marché français "Électricité Basse Tension" de l'I.N.S.E.E. (CPF rév.2 : "351001" - identifiant BDM : "1570283"), base 100 en 2005, publié dans les cahiers détachés du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment ou toute autre revue spécialisée.

Les indices "0" correspondent aux valeurs initiales des paramètres, précisées à l'Acte d'Engagement.

- 28.2.2. - L'indexation s'effectue sur la base des dernières valeurs publiées, connues le dernier jour du mois de facturation (voir l'article 28.3 ci-dessous).

28.3. - Calcul des variations des prix

Le calcul des variations de prix est effectué par le TITULAIRE.

Les différents termes sont calculés avec quatre décimales et arrondis au plus près à trois décimales (par défaut, si la décimale à négliger est inférieure à cinq).

Le calcul est effectué avec les derniers indices ou index publiés, connus le dernier jour du mois de facturation. Toutefois, certains indices sont émis de manière provisoire et peuvent être rectifiés postérieurement à leur première parution. Dans ce cas, les indices rectifiés font l'objet de décomptes en milieu et en fin d'exercice (voir l'article 58.1 ci-après).

Un tableau récapitulatif, justifiant les calculs des coefficients de révision de tous les tarifs au cours de l'exercice, est joint au compte rendu annuel.

Si la définition ou la texture de l'un des paramètres entrant dans les formules d'indexation vient à être modifiée ou si un paramètre cesse d'être publié, de nouveaux paramètres sont introduits d'un commun accord entre PAS DE CALAIS HABITAT et le TITULAIRE, afin de maintenir, conformément aux intentions des parties, la concordance souhaitée entre la tarification et les conditions économiques.

Article 29. - PAIEMENT DES SOMMES DUES PAR LES ABONNÉS AU TITULAIRE

29. 1. - Facturation

Le règlement du prix de vente de la chaleur, fixé en application de l'article 27 donne lieu à des versements échelonnés déterminés dans les conditions prévues ci-dessous, les éléments R1 et R2 étant indexés à chaque facturation, en fonction des derniers barèmes et indices connus, en application de l'article 28 ci-dessus.

A la fin de chaque mois, est présentée auprès de chaque abonné une facture comportant les éléments fixes et les éléments proportionnels, établis sur la base des quantités consommées pendant le mois écoulé, mesurées par les compteurs.

A cet égard, le TITULAIRE, qui l'accepte, est mandaté par PAS DE CALAIS HABITAT pour percevoir directement auprès des abonnés les factures qui lui sont dues.

En application de l'article 1289 du Code Civil relatif à la compensation légale, sont déduites des factures émises par le TITULAIRE à PAS DE CALAIS HABITAT, les sommes devant lui revenir au titre des frais de contrôle et, le cas échéant, de la redevance R2-2 visée à l'article 27.

Si un ou plusieurs indices provisoires venaient à être modifiés postérieurement à l'émission d'une facture, celle-ci ne serait pas rectifiée immédiatement. Par contre, en milieu et en fin d'exercice, un décompte serait établi sur la base des nouveaux indices rectifiés. Le décompte de fin d'exercice serait considéré comme définitif, les effets éventuels d'indices rectifiés ultérieurement ne seraient plus pris en compte.

29. 2. - Conditions de paiement de la chaleur

Sauf accord particulier ou disposition légale ou réglementaire contraire le montant des factures est payable dans les trente (30) jours de leur présentation.

Un abonné ne peut se prévaloir d'une réclamation sur le montant d'une facture pour justifier un retard au paiement de celle-ci. Si la réclamation est reconnue fondée, le TITULAIRE doit en tenir compte sur les factures ultérieures.

À défaut de paiement dans le délai normal prévu ci-dessus, le TITULAIRE peut interrompre la fourniture de chaleur, après un nouveau délai de quinze (15) jours, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception à l'abonné, et avis collectifs affichés à l'intention des usagers concernés.

Le TITULAIRE doit toutefois notifier à nouveau cette décision d'interruption à l'abonné, avec un préavis de quarante-huit (48) heures, adressé dans les mêmes formes. Dans le même temps, il sollicite l'avis préalable de PAS DE CALAIS HABITAT. Le TITULAIRE est dégagé de toute responsabilité par le seul fait d'avoir fait parvenir à l'abonné, dans les délais prévus, les deux lettres recommandées précitées et d'avoir sollicité l'avis de PAS DE CALAIS HABITAT.

Au cas où la fourniture aurait été interrompue, conformément au processus indiqué ci-dessus, les frais de cette opération, ainsi que ceux de la remise en service ultérieure de l'installation, sont à la charge de l'abonné.

Tout retard dans le règlement des factures donne lieu, à compter du délai normal prévu au premier alinéa, de plein droit et sans mise en demeure, au paiement d'intérêt au taux moyen du marché monétaire du mois précédent majoré de deux points (T4M+2).

Le TITULAIRE peut subordonner la reprise de la fourniture de chaleur au paiement des sommes dues ainsi que des frais de remise en service.

Sous réserves des fautes pouvant être imputables au TITULAIRE, et de l'accomplissement des formalités prévues aux alinéas précédents, PAS DE CALAIS HABITAT se porte fort du paiement des factures impayées par les abonnés. Dans pareil cas, PAS DE CALAIS HABITAT sera subrogé dans tous les droits et obligations du TITULAIRE pour exiger le paiement des sommes dues et de ses accessoires.

29. 3. - Réduction de la facturation

a) Redevances proportionnelles (R1) à l'énergie : la facturation étant fondée sur le relevé des quantités de chaleur fournie, le compteur enregistre la réduction ou l'absence de fourniture.

b) Redevances fixes (R2) ou abonnements : toute journée entamée de retard ou d'interruption de fourniture de chaleur (au-delà des délais définis à l'article 22.3 et en dehors des périodes d'entretien prévues à l'article 21) d'une durée inférieure ou égale à quatre (4) jours, diminue forfaitairement d'une journée, la durée de la période effective de chauffage, pour les installations ayant subi ce retard ou cette interruption et se traduit par une réduction prorata temporis des abonnements (redevance R2-1) :

$$\text{Réduction} = R2-1 \times Ps \times Dj / Ds$$

avec les facteurs suivants :

- R2-1, redevance annuelle (valeur à la date de l'interruption) ;
- Ps, puissance souscrite par l'abonné ayant subi le retard ou l'interruption ;
- Dj, durée en jours du retard ou de l'interruption ;
- Ds, durée en jours de la saison théorique.

À défaut d'indication contraire dans la police d'abonnement, la durée de la saison est fixée forfaitairement à 250 jours (ce qui correspond à une réduction *par défaut* de 1/250 par jour).

En cas d'insuffisance d'une durée inférieure ou égale à quatre (4) jours, la réduction opérée est égale à la moitié de celle prévue ci-dessus pour une interruption de même durée (*soit par défaut 1/500*).

À partir du cinquième jour de retard, d'interruption ou d'insuffisance de fourniture de chaleur, les réductions de facturation prévues ci-dessus sont doublées :

- soit par défaut 1/125 par jour de retard ou d'interruption ;
- soit par défaut 1/250 par jour d'insuffisance.

Les conditions de fourniture, définissant les interruptions et les insuffisances, sont précisées à l'article 22 ci-dessus.

Les réductions de facturation, arrêtées par PAS DE CALAIS HABITAT, sont notifiées au TITULAIRE, ainsi qu'aux abonnés concernés, pour application sur la facture suivante.

Article 30. - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PROVISIONS CONSTITUÉES PAR LE TITULAIRE

30. 1. - L'ensemble des provisions constituées au titre du G.E.R. sont conservées dans les comptes du TITULAIRE. Ces provisions ne peuvent être transférées à un tiers ou à une société apparentée, sans l'autorisation expresse de PAS DE CALAIS HABITAT.

Conformément aux stipulations des articles 32 et 33 les recettes et dépenses sont justifiées par le TITULAIRE dans les comptes rendus technique et financier de fin d'exercice et soumises au contrôle de PAS DE CALAIS HABITAT.

Après validation, le solde annuel (créditeur ou débiteur) de chaque compte de "GE" (P3/1) et de "R" (P3/2) est actualisé au dernier taux annuel monétaire (TAM) connu en fin d'exercice (soit au 30 juin). Si ce taux de référence venait à disparaître, le TITULAIRE et PAS DE CALAIS HABITAT se rapprocheraient pour envisager de lui substituer une autre référence jugée aussi pertinente.

30. 2. - Au terme de l'exercice (soit au 30 juin de chaque année), le solde de chaque compte à reporter sur l'exercice suivant, est déterminé par la formule suivante :

$$S_n = (S_{n-1} + P_n - D_n) \times (1 + t_{act})$$

dans laquelle :

S_n est le solde disponible en début de saison, après actualisation ;

$t_{act.}$ est le taux d'actualisation défini ci-dessus (TAM) ;

P_n est la somme des provisions constituées ou dotations effectuées au compte de G.E.R. ;

D_n est la somme annuelle des dépenses engagées par le TITULAIRE et acceptées par PAS DE CALAIS HABITAT.

30. 3. - Au terme de la convention d'exploitation, quelle qu'en soit la cause, le compte de gros entretien (terme P3/1) du TITULAIRE est apuré de la façon suivante :

- premier cas : le solde S_n est positif, le TITULAIRE conserve le solde créditeur ;
- deuxième cas : le solde S_n est négatif, le TITULAIRE supporte intégralement la charge du solde débiteur.

30. 4. - Au terme de la convention d'exploitation, quelle qu'en soit la cause, le compte de renouvellement (terme P3/2) du TITULAIRE est apuré de la façon suivante :
- premier cas : le solde S_n est positif, le TITULAIRE restitue le solde créditeur à PAS DE CALAIS HABITAT ;
 - deuxième cas : le solde S_n est négatif, le TITULAIRE supporte intégralement la charge du solde débiteur.
30. 5. - Toutes les sommes dues en application de l'article 30.4 ci-dessus sont versées dans les trois (3) mois qui suivent la date à laquelle la convention aura pris fin ; tout retard dans le versement de ces sommes, donne lieu à intérêts de retard, calculés selon le taux moyen du marché monétaire du mois précédent majoré de deux points (T4M+2).

Article 31. - COMPTES RENDUS ANNUELS

31. 1. - Pour permettre la vérification et le contrôle du fonctionnement des conditions financières et techniques de la présente convention d'exploitation, le TITULAIRE produit, dans les délais précisés ci-dessous, un rapport complet comportant un compte rendu technique et un compte rendu financier.

Ce rapport doit permettre à PAS DE CALAIS HABITAT d'apprécier la qualité du service rendu par le TITULAIRE. À ce titre, en plus des documents visés aux articles 32 et 33, ce rapport doit comporter l'ensemble des éléments nécessaires à l'appréciation de cette qualité et leur évolution par rapport aux exercices antérieurs (et aux estimations prévisionnelles).

Dans ces comptes rendus, le TITULAIRE doit, le cas échéant, mettre en évidence le(s) cas où une ou plusieurs conditions de révision des conditions financières de la convention d'exploitation seraient remplies (*article 35*).

PAS DE CALAIS HABITAT a le droit de contrôler les renseignements donnés dans ces documents. Des justificatifs, bons de livraison, relevés de compteurs, etc..., peuvent être demandés par PAS DE CALAIS HABITAT. Les modalités de contrôle sont notamment précisées à l'article 34.

31. 2. - Le TITULAIRE est tenu de remettre chaque année à PAS DE CALAIS HABITAT :

a) au plus tard trois (3) mois après la clôture de l'exercice (soit avant le 1^{er} octobre), le compte rendu technique annuel prévu à l'article 32, accompagné du projet de compte rendu financier ;

b) au plus tard cinq (5) mois après la clôture de l'exercice (soit avant le 1^{er} décembre), le compte rendu financier définitif prévu à l'article 33.

Ces documents sont envoyés en recommandé, avec avis de réception, ou remis contre récépissé, dans les délais requis, à PAS DE CALAIS HABITAT.

31. 3. - De plus, ils sont commentés par le TITULAIRE à PAS DE CALAIS HABITAT, lors d'une réunion contradictoire organisée à l'initiative du TITULAIRE :
- entre le 15 octobre et le 15 novembre, pour le compte rendu technique annuel (documents a) et le projet de compte rendu financier.
- L'organisation des réunions comprend : l'envoi des documents préparatoires, d'un projet d'ordre du jour qui est éventuellement complété par PAS DE CALAIS HABITAT, d'une demande de réunion avec propositions de dates.
- D'autres réunions intermédiaires peuvent être organisées à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.
31. 4. - La non-production des documents demandés ci-dessus, comme la production d'éléments inexacts ou incomplets, ainsi que la non-organisation ou la non participation à une réunion, constituent des fautes contractuelles qui sont sanctionnées, dans les conditions définies à l'article 39 ci-après.

Article 32. - COMPTE RENDU TECHNIQUE

Au titre du compte rendu technique, le TITULAIRE fournit, au minimum les indications suivantes :

- la synthèse générale de l'année écoulée, comprenant notamment l'état qualitatif des prestations rendues aux usagers ;
- les quantités de combustibles (achetées, consommées, état des stocks) ;
- les quantités de chaleur (distribuées, importées, exportées, vendues) ;
- le calendrier des démarrages et arrêts, les degrés-jours correspondants ;
- les éléments permettant de calculer les rendements ;
- le dernier relevé des tarifs appliqués en fin d'exercice ;
- le tableau récapitulatif de calcul de tous les coefficients de révision appliqués pendant l'exercice ;
- la liste des abonnés et de leurs puissances souscrites et l'évolution par rapport à l'exercice précédent ;
- les copies des polices, traités particuliers, conventions de mise à disposition, y compris les contrats avec des tiers, signés au cours de l'exercice ;
- les quittances des contrats d'assurances souscrits ;
- les rapports de contrôle périodique des compteurs ;
- les effectifs du personnel et la qualification des agents ;
- l'évolution générale des ouvrages ;
- les travaux d'entretien et de grosses réparations ;
- les travaux de renouvellement effectués ;
- les travaux en régie éventuelle ;
- la mise à jour de l'inventaire et des plans.
- le journal des pannes et des interventions.

Article 33. - COMPTE RENDU FINANCIER - COMPTE D'EXPLOITATION

33. 1. - Le compte rendu financier doit préciser, selon les modalités arrêtées entre les parties :
- le compte de résultat analytique de l'exercice écoulé, comparé au compte de résultat analytique prévisionnel de la même période, initialement présenté, avec la justification des écarts observés ;
 - le tableau éventuel des immobilisations et des amortissements ;
 - les mouvements débits / crédits du compte de G.E.R.
33. 2. - La forme du compte de résultat analytique est arrêtée par PAS DE CALAIS HABITAT, en accord avec le TITULAIRE ; elle doit permettre l'élaboration des prévisions et l'analyse des résultats ; en particulier :
- a) les charges de l'exploitation de l'exercice sont détaillées et ventilées selon les usages de la profession, avec leur comparaison et l'évolution par rapport à l'exercice antérieur et aux prévisions initiales ;
 - b) les produits de l'exploitation de l'exercice, sont détaillés et ventilés par abonné et par poste de livraison, par élément (R1 et R2), y compris exportation de chaleur, frais de raccordement éventuels, produits financiers, etc ..., détaillés selon la périodicité de facturation et totalisés sur l'exercice, avec leur évolution par rapport à l'exercice antérieur et aux prévisions initiales ;
 - c) les états des comptes de gros entretien et de renouvellement (dépenses et recettes) de l'exercice annuel écoulé et cumulé depuis la prise d'effet de la présente convention ;
 - d) des notes complémentaires établies par le TITULAIRE précisent :
 - le détail des achats de combustibles ;
 - les principes adoptés pour la constitution (et la reprise) des provisions, ainsi que, le cas échéant, pour l'étalement des charges (charges à répartir sur plusieurs exercices) ;
 - la justification des frais de siège, détaillés par nature ; les modalités de ventilation des charges communes facturées par la maison mère ;
 - un état des créances douteuses et/ou impayées à plus de six mois ;
 - le cas échéant, les réductions tarifaires consenties et leurs effets.

Article 34. - CONTRÔLE EXERCÉ PAR PAS DE CALAIS HABITAT

PAS DE CALAIS HABITAT a le droit de contrôler les renseignements donnés, tant dans les comptes rendus annuels, que dans les comptes de l'exploitation, prévisionnels et réels, visés ci-dessus.

À cet effet, ses agents ou représentants accrédités peuvent procéder, sur place et sur pièces, à toutes vérifications utiles, pour s'assurer que le Réseau est exploité dans les conditions de la présente convention, et prendre connaissance localement



de tous documents, techniques comptables et autres, nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Article 35. - RÉVISION DES TARIFS DE L'ÉNERGIE CALORIFIQUE ET DE LEUR INDEXATION

Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques et pour s'assurer que les formules d'indexation sont bien représentatives des coûts réels, le niveau des tarifs du TITULAIRE, d'une part, et la composition des formules de variation y compris les parties fixes, d'autre part, doivent être soumis à réexamen, dans les cas suivants :

- à l'issue du quatrième exercice, à compter de la date d'effet de la présente convention ou de la dernière révision ;
- lorsque, par le jeu successif des indexations, le prix unitaire R1 varie de plus de cinquante pour cent (30 %), en valeur cumulée sur deux exercices successifs ;
- lorsque, par le jeu successif des indexations, le prix unitaire R2 varie de plus de trente pour cent (30 %) par rapport au prix fixé lors de la convention initiale ou de la précédente révision ;
- si les ouvrages confiés au TITULAIRE sont modifiés en importance et qualité de façon à remettre en cause l'équilibre financier de la convention d'exploitation ;
- si le réseau est classé, avec obligation de raccordement, sans que cela ait été prévu lors de la négociation précédente ;
- si le réseau est modifié de façon à remettre en cause l'équilibre financier de la présente convention ;
- en cas de changement de source d'énergie, ou de qualité de combustible, non prévue à l'origine ou lors de la négociation précédente ;
- si les quantités d'énergie calorifique importées et exportées ont varié de plus de vingt pour cent (20 %) de la vente totale de chaleur, retenue dans le bilan énergétique de référence annexé sous le n° 5 à la présente convention, éventuellement modifiée lors de la négociation précédente ;
- si l'ensemble des puissances souscrites a varié de plus de dix pour cent (10 %) par rapport à la puissance totale souscrite, telle qu'elle avait été prévue dans la convention initiale ou lors de la précédente révision ;
- si l'ensemble des quantités de chaleur vendues annuellement a varié de plus de vingt-cinq pour cent (25 %), par rapport à la vente totale de chaleur retenue dans le bilan énergétique de référence annexé sous le n° 5 à la présente convention, éventuellement modifiée lors de la négociation précédente ;
- en cas d'évolution importante de la réglementation ;
- si le montant des impôts et redevances à la charge du TITULAIRE varie de façon significative et s'ils ne sont pas déjà intégrés dans les formules de révision ;
- en cas de mesure nouvelle et substantielle d'exploitation destinée à faire des économies d'énergie ;
- en cas de mesure nouvelle et substantielle d'exploitation destinée à faire des économies d'énergie ou en cas d'application de nouvelles règles financières (certi-

ficats d'économies d'énergie, taxation du CO₂, ...) pouvant générer des incidences financières pour le TITULAIRE ;

- en cas d'évolution substantielle du coût des matières premières ligneuses rentrant dans le plan d'approvisionnement "biomasse" du TITULAIRE ;
- en cas de mise en conformité non connue par le TITULAIRE à la date de remise des offres, comme en cas de modification du programme des travaux de nature à remettre en cause l'équilibre financier du contrat ;
- ainsi que dans les autres cas prévus dans certains articles de la présente convention d'exploitation.

Ce réexamen ne peut avoir lieu qu'après une demande motivée de l'une des parties adressée en même temps que les remises des rapports prévus à l'article 31 ou par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 36. - PROCÉDURE DE RÉVISION

La procédure de révision des tarifs et des formules de variation n'entraîne pas l'interruption du jeu normal des formules de variation, qui continuent d'être appliquées jusqu'à l'achèvement de la procédure.

Si, dans les trois (3) mois à compter de la date de la demande de révision présentée par l'une des parties, un accord n'est pas intervenu, les parties sollicitent l'avis d'une commission composée de trois membres, dont l'un est désigné par PAS DE CALAIS HABITAT, l'autre par le TITULAIRE et le troisième par les deux premiers.

Faute à ceux-ci de s'entendre dans le délai de quinze (15) jours à compter de l'expiration de la période de trois mois ci-dessus, la désignation du troisième membre sera faite par le Président du Tribunal Administratif saisi par la partie la plus diligente. Il en sera de même pour les membres qui n'auraient pas été désignés par les parties, dans le même délai, à compter de l'expiration de la période de deux mois ci-dessus.

Une fois composée, la Commission dispose d'un mois pour proposer une solution. La solution proposée est immédiatement notifiée aux parties par son Président. Les parties ont ensuite 15 jours pour accepter ou refuser la solution proposée par la Commission. En cas de désaccord entre les parties sur l'avis qui sera donné par la commission ou dans la circonstance où la Commission n'arriverait pas à proposer de solution dans le délai d'un mois, le Tribunal Administratif peut être saisi de ce différend à l'initiative de la partie la plus diligente.

Article 37. - IMPÔTS

Tous les impôts ou taxes établis par l'État, la Région, le Département, les établissements publics de coopération intercommunale ou la Commune, y compris les impôts relatifs aux immeubles du Réseau, sont à la charge du TITULAIRE.

Sauf spécification contraire, tous les prix et montants cités dans la présente convention, sont réputés correspondre aux impôts et taxes en vigueur à l'origine du contrat ou lors de l'adoption de nouveaux tarifs de base, établi en application de l'article 35 ci-dessus.

Article 38. - GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE

Dans le cadre du marché et dès le début de la première phase de travaux, le TITULAIRE a fourni une garantie à première demande, dans les conditions prévues à l'article 102 du Code des Marchés Publics.

Concomitamment à la libération de ce cautionnement constitué pour la phase de travaux, le Titulaire en établit un nouveau pour la phase exploitation.

Cette nouvelle garantie à première demande est arrêtée à la somme de trois pour cent (3 %) du montant du chiffre d'affaires annuel hors T.V.A. du TITULAIRE. Au début du contrat, elle est calculée par rapport au compte d'exploitation prévisionnel. Elle est ensuite révisée tous les trois ans, sur la base du compte d'exploitation de l'exercice précédent.

Elle sera appelée pour le paiement des pénalités qui n'auraient pas été réglées par le TITULAIRE dans les quinze jours à compter de leur prononcé par PAS DE CALAIS HABITAT.

Elle sera également appelée pour garantir les dépenses faites en raison des mesures prises aux frais du TITULAIRE, pour assurer la sécurité publique, la reprise du marché en régie en cas de mise en régie provisoire ou la remise en bon état d'entretien des ouvrages et équipements en fin de contrat conformément aux termes de l'article 45.

Si elle est appelée par PAS DE CALAIS HABITAT, la garantie à première demande devra être reconstituée sur la base du montant défini ci-dessus.

Sous réserve de l'application des dispositions ci-dessus, la garantie à première demande sera levée à l'issue de la convention *ou en fin de période de garantie pour les ouvrages renouvelés en fin de convention d'exploitation.*

Article 39. - SANCTIONS PÉCUNIAIRES : LES PÉNALITÉS

Dans les conditions fixées aux articles ci-dessus, et dans les cas prévus ci-après, faute par le TITULAIRE de remplir les obligations qui lui sont imposées par la présente convention, sauf cas de force majeure, des pénalités peuvent lui être infligées, sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers les tiers.

Les pénalités sont prononcées par le représentant de PAS DE CALAIS HABITAT après avoir, si nécessaire, mis en demeure le TITULAIRE de fournir ses explications.

La garantie à première demande prévue à l'article 38 peut être appelée pour règlement des pénalités, si celles-ci n'ont pas été réglées par le TITULAIRE dans les 15 jours à compter de leur prononcé.

39. 1. - Délai d'exécution des travaux

Des délais d'exécution des travaux d'extension, de modernisation ou de mise en conformité peuvent être imposés au TITULAIRE. Ces délais et les pénalités correspondantes sont spécifiés au cas par cas par PAS DE CALAIS HABITAT.

Ces pénalités sont éventuellement cumulables avec les pénalités d'exploitation prévues ci-dessous si le retard dans les travaux engendre une défaillance dans le service.

39. 2. - Exploitation des ouvrages

39. 2. 1. En cas de retard ou d'interruption de la fourniture de chaleur, le TITULAIRE est redevable, sur décision du représentant de PAS DE CALAIS HABITAT, d'une pénalité dont le montant est égal à :

$$1/100 \times \Sigma [R2_i \times Ps_i] \times Dj$$

avec les facteurs suivants :

- Σ : addition pour l'ensemble des abonnés ayant subi le retard ou l'interruption ;
- $R2_i$, redevance unitaire annuelle ($R2-1$) applicable à l'abonné "i" (valeur à la date de l'interruption) ;
- Ps , puissance souscrite de l'abonné "i" ayant subi le retard ou l'interruption ;
- Dj , durée en jours du retard ou de l'interruption.

Pour l'application des calculs de pénalités, toute journée entamée est comptée pour une journée entière (au-delà des délais définis à l'article 22.3).

39. 2. 2. En cas d'insuffisance de la fourniture de chaleur, la pénalité est égale à la moitié de celle prévue ci-dessus pour une interruption de même durée (soit 1/200).

39. 2. 3. Les pénalités ne sont pas applicables en cas de force majeure et notamment en cas de dépassement de la capacité totale des moyens de production de chaleur (fixée à 5,1 MW par l'article 23.1), à la suite de conditions climatiques extrêmes ; à condition, toutefois, que le TITULAIRE ait mis tout en œuvre pour assurer ses prestations dans les meilleures conditions possibles, compatibles avec les moyens et les matériels dont il dispose.

39. 2. 4. En cas de non-respect des consignes environnementales, dépassement de seuils de polluants, utilisation de combustible non autorisé, mauvaise qualité de combustible, nuisances sonores, ou contravention à toutes autres dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur :

- la même formule de pénalités que pour les insuffisances est applicable (1/400, avec la totalité des abonnés et des puissances souscrites, et avec Dj, la durée en jours de la nuisance) ;
- en cas de récidive pendant le même exercice, ou de refus de revenir à une situation normale après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de huit (8) jours, la pénalité est doublée (équivalente aux interruptions, soit 1/200).

Ces pénalités, prononcées par PAS DE CALAIS HABITAT, sont indépendantes des autres sanctions administratives, pénales ou civiles, susceptibles d'être appliquées au TITULAIRE pour les mêmes faits.

39. 2. 5. En cas de non-respect de l'engagement de priorité des énergies et notamment du seuil minimum d'utilisation de la biomasse et des pompes à chaleur prévu à l'article 15, le TITULAIRE est redevable, sur décision du représentant de PAS DE CALAIS HABITAT, d'une pénalité dont le montant est égal à :

$$R2 \text{ annuel} \times [Tg - Tc]$$

avec les facteurs suivants :

- R2 annuel, redevance totale encaissée au cours de l'exercice ;
- Tg, taux de couverture annuel minimum garanti en % (fixé à l'article 8) ;
- Tc, taux de couverture constaté au cours de l'exercice en %.

De plus, si le non-respect du seuil entraîne la perte du taux réduit de T.V.A., le TITULAIRE prendra à sa charge toutes les conséquences financières et, en particulier, le surplus de T.V.A. facturé aux abonnés.

39. 3. - Production des comptes et autres obligations

39. 3. 1. - En cas de non-production des documents prévus à l'article 31, dans les conditions définies à l'article 33, et sur simple constatation du retard, une pénalité égale à un pour cent (1 %) du montant T.T.C. de ses recettes R2 de l'exercice précédent sera versée par le TITULAIRE à PAS DE CALAIS HABITAT.

La pénalité est ensuite majorée proportionnellement au retard dans les conditions prévues à l'article 39.3.2 ci-après, jusqu'à la fourniture complète des documents prévus, après mise en demeure préalable de PAS DE CALAIS HABITAT restée sans effet pendant quinze (15) jours.

39. 3. 2. - Des pénalités sont applicables, mais après mise en demeure préalable de PAS DE CALAIS HABITAT restée sans effet pendant quinze (15) jours, en cas de carence de certaines autres obligations contractuelles, comme :

- l'oubli ou le refus d'organiser la réunion visée à l'article 31.3 ;
- des omissions dans les mises à jour des plans ou de l'inventaire.

La pénalité est égale à cinq pour mille (0,5 %) du montant T.T.C. de ses recettes R2 de l'exercice précédent, par semaine de retard et jusqu'à la fourniture complète des documents prévus ou l'exécution correcte des obligations correspondantes.

Le nombre de semaines est arrondi à l'entier le plus proche (par défaut pour 3 jours ou moins, par excès pour 4 jours ou plus).

Article 40. - SANCTION COERCITIVE : LA MISE EN RÉGIE PROVISOIRE

En cas de faute grave du TITULAIRE, notamment si la quantité et les caractéristiques de l'énergie calorifique ou la sécurité publique viennent à être compromises, ou si la fourniture n'est assurée que partiellement, PAS DE CALAIS HABITAT peut prendre toutes les mesures nécessaires, aux frais et risques du TITULAIRE.

Faute par le TITULAIRE de pourvoir à l'entretien des ouvrages et installations du Réseau, PAS DE CALAIS HABITAT peut faire procéder, aux frais du TITULAIRE, à l'exécution d'office des travaux nécessaires au fonctionnement du Réseau quarante-huit (48) heures après une mise en demeure restée sans résultat.

La mise en régie provisoire partielle ou totale est précédée, sauf circonstances exceptionnelles, d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle cesse dès que le TITULAIRE est en mesure d'assurer à nouveau ses obligations.

La même procédure peut être utilisée en cas de malfaçons consécutives aux travaux, par exemple dans le rétablissement des chaussées et trottoirs à l'emplacement des tranchées.

Article 41. - SANCTION RÉSOLUTOIRE : LA RÉSILIATION

En cas de faute d'une particulière gravité, commise par le TITULAIRE, notamment si le TITULAIRE n'a pas mis la distribution en service dans les conditions fixées par le marché de travaux ou la convention d'exploitation, ou encore en cas d'interruption totale prolongée de la fourniture, le représentant de PAS DE CALAIS HABITAT peut prononcer lui-même la déchéance du TITULAIRE.

Cette mesure doit être précédée d'une mise en demeure restée sans effet dans le délai de 15 jours.

Les suites de la résiliation sont mises au compte du TITULAIRE.

À défaut d'accord dans un délai de 6 mois, après le prononcé de la résiliation, les parties peuvent avoir recours au service d'un expert désigné d'un commun accord entre elles et à défaut par le Tribunal Administratif saisi à l'initiative de la partie la plus diligente.

Les frais d'expertise sont supportés par le TITULAIRE.

Article 42. - JUGEMENT DES CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui viendraient à s'élever sur l'interprétation ou sur l'exécution de la présente convention seraient portées devant un arbitre unique, si les parties s'entendent sur sa désignation.

Elles peuvent également être portées devant le Comité Consultatif de Règlement Amiable prévu à l'article 127 du C.M.P.

En dernier recours, le Tribunal Administratif de Lille pourrait être saisi, par la partie la plus diligente.

Article 43. - CESSIION DE LA CONVENTION - MODIFICATION DES STATUTS DU TITULAIRE

Sauf accord préalable de PAS DE CALAIS HABITAT, le TITULAIRE est tenu d'exécuter personnellement la mission qui lui est confiée.

43. 1. - Sous-traitance

Tout projet de sous-traitance de la présente convention doit faire l'objet d'une demande écrite préalable, soumise à l'approbation de PAS DE CALAIS HABITAT.

Cette demande sera accompagnée d'un dossier présentant le projet de contrat de sous-traitance, ainsi que toutes justifications qui ont été exigées du TITULAIRE au stade de sa candidature à la passation de la présente convention.

PAS DE CALAIS HABITAT disposera, pour se prononcer, d'un délai de deux (2) mois à compter de la réception de la demande, qui devra être formulée par le TITULAIRE par lettre recommandée avec accusé de réception. Le TITULAIRE ne pourra se prévaloir d'aucune acceptation tacite.

La sous-traitance totale n'est pas autorisée comme telle, elle sera analysée comme une cession, au sens de l'article 43.2 ci-après.

43. 2. - Cession de la convention

Par cession de la convention, on entend tout remplacement du TITULAIRE par un tiers à la présente convention d'exploitation, au cours de son exécution. Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine ou de cession d'actifs (notamment par scission ou fusion) qui entraîne un changement de la personnalité morale du TITULAIRE initial de la convention.

La cession de la convention doit s'entendre de la reprise pure et simple, par le cessionnaire qui constitue son nouveau TITULAIRE, de l'ensemble des droits et obligations résultant de la présente convention. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels de la présente convention tels que la durée, le prix ou la nature des prestations ; la cession ne pouvant en aucun cas ouvrir droit à la renégociation de la convention.

Toute cession totale ou partielle de la présente convention est interdite, à moins d'un accord préalable exprès de PAS DE CALAIS HABITAT qui vérifiera notamment si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et

financières pour assurer les prestations objet de la présente convention conformément aux obligations contractuelles. Les renseignements demandés seront les mêmes que ceux qui ont été exigés des candidats au présent marché lors de la sélection des candidatures.

PAS DE CALAIS HABITAT disposera, pour se prononcer, d'un délai de trois mois à compter de la réception de la demande d'agrément de cession, qui devra être formulée par le TITULAIRE par lettre recommandée avec accusé de réception et contenir toutes justifications nécessaires. Le TITULAIRE ne pourra se prévaloir d'aucune acceptation tacite.

Un avenant de transfert signé conjointement par PAS DE CALAIS HABITAT, le nouveau et l'ancien TITULAIRE, viendra matérialiser les conditions de cet accord.

En cas de refus de PAS DE CALAIS HABITAT d'agréer le cessionnaire pour un motif ci-dessus évoqué, PAS DE CALAIS HABITAT pourra mettre le TITULAIRE en demeure de lui proposer un autre remplaçant dans un délai de trente jours calendaires. Passé ce délai ou en cas de nouveau refus motivé de PAS DE CALAIS HABITAT, le TITULAIRE pourra être considéré comme défaillant et la résiliation de la présente convention prononcée aux torts et risques du TITULAIRE.

43. 3. - Modification des statuts du TITULAIRE

Le TITULAIRE porte à la connaissance de PAS DE CALAIS HABITAT toute modification intervenant dans la structure de son capital (augmentation ou réduction) et dans sa composition (changement d'associés).

Article 44. - CONTINUITÉ DU SERVICE EN FIN DE CONVENTION

PAS DE CALAIS HABITAT a la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le TITULAIRE, de prendre pendant les deux (2) derniers exercices de la présente convention toutes mesures pour assurer la continuité de la distribution, en réduisant autant que possible la gêne qui en résulterait pour le TITULAIRE.

PAS DE CALAIS HABITAT pourra ainsi notamment faire visiter les installations du Réseau aux candidats à une remise en concurrence, avec la participation du personnel du TITULAIRE.

D'une manière générale, PAS DE CALAIS HABITAT peut prendre toutes mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif au nouveau régime d'exploitation ou au nouveau TITULAIRE.

À la fin de la convention, PAS DE CALAIS HABITAT ou le nouvel exploitant est subrogé aux droits du TITULAIRE.

Article 45. - REMISE DES INSTALLATIONS

À l'expiration de la convention, comme en cas de résiliation anticipée, le TITULAIRE est tenu de remettre gratuitement à PAS DE CALAIS HABITAT, en état normal d'entretien et de fonctionnement, tous les biens et équipements qui font partie intégrante de la convention, tels qu'ils figurent à l'inventaire défini à l'article 6 ci-dessus, et quelle que soit leur affectation. Cette remise est faite sans indemnité.

Au moins un an avant l'expiration de la convention, PAS DE CALAIS HABITAT organisera, à ses frais, une expertise qui déterminera, s'il y a lieu, les travaux à exécuter sur les ouvrages affermés qui ne seraient pas en état normal d'entretien et de fonctionnement ; le TITULAIRE devra exécuter les travaux nécessaires de remise en état, avant l'expiration de la convention. À défaut, les frais de remise en état correspondants seront déduits des indemnités éventuelles de reprise, prévues ci-dessous, ou feront l'objet de la garantie à première demande.

Au moins un an avant le terme normal de la convention, le TITULAIRE fera réaliser, à ses frais, sur le site de production, une étude de pollution de sol par un organisme certifié, choisi d'un commun accord avec PAS DE CALAIS HABITAT. Au vu des résultats de cette étude de pollution de sol, le TITULAIRE devra assurer, à ses frais et risques, les travaux de dépollution qui s'avèreraient nécessaires, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité, ni en imputer le coût sur le solde du compte de G.E.R.

Article 46. - PERSONNEL DU TITULAIRE

En cas de rachat, de résiliation anticipée, ou à l'expiration normale de la convention, PAS DE CALAIS HABITAT et le TITULAIRE conviennent de se rapprocher pour examiner la situation des personnels concernés.

La société ou l'établissement qui assurera, le cas échéant, la continuité du service reprendra, dans toute la mesure du possible, le personnel nécessaire au fonctionnement du Réseau.

Cette reprise s'effectuera conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur à cette date. Toutefois, le TITULAIRE a la faculté de conserver son personnel pour une nouvelle affectation.

Article 47. - DOCUMENTS ANNEXÉS À LA CONVENTION

Sont annexés à la présente convention ou le seront au début de la convention :

- annexe n° 1 : le plan du réseau ;
- annexe n° 2 : l'inventaire initial, les plans et schémas des ouvrages ;

- annexe n° 3 : la liste des abonnés, des puissances souscrites et des consommations moyennes ;
- annexe n° 4 : les programmes prévisionnels de grosses réparations et de renouvellement ;
- annexe n° 5 : les bilans énergétiques et environnementaux de référence ;
- annexe n° 6 : les comptes prévisionnels de l'exploitation établis sur la durée de la convention ;
- annexe n° 7 : le modèle de convention de raccordement ;
- annexe n° 8 : le modèle de convention de fourniture de chaleur ;
- annexe n° 9 : les conventions éventuelles de mise à disposition d'ouvrages ;
- annexe n° 10 : la convention d'occupation du domaine public communal ;
- annexe n° 11 : le contrat d'achat de bois-énergie.

-----oooOooo-----



Marché n° MDM-0430-3A

OPC.0906

ORIGINAL

**MARCHÉ PUBLIC DE
TRAVAUX ET D'EXPLOITATION**

Maître de l'ouvrage :

PAS - DE - CALAIS HABITAT

Nature des prestations :

ACHICOURT - 4 AS**Marché de fourniture de chaleur
avec travaux de premier établissement**

-----0000000-----

ACTE D' ENGAGEMENTDate du Marché : **septembre 2011**Phase 1 - montant des travaux : **1 668 563,00 € HT**Phase 2 - redevances annuelles : **331 233,00 € HT**

-----0000000-----

Marché public, passé sur dialogue compétitif, en application des articles 36 et 67 du Code des
Marchés Publics (C.M.P. août 2006 modifié).

Personne habilitée à donner les renseignements :

**Monsieur Fabrice CREPIN, Directeur du Développement Solidaire et Durable
68, boulevard Faiderbe - Boîte Postale n° 20 926
62022 - ARRAS Cedex**

Ordonnateur :

Monsieur Jean-Michel STECOWIAT, Directeur Général

-----0000000-----

A.M.O.	
Cabinet SCHAEFER 21, rue de Fâches 59175 - VENDEVILLE	OCTANT Avocats 56 rue Winston Churchill 59100 - ROUBAIX

L

S O M M A I R E

	pp.
Article 1er CONTRACTANT(S)	4
Article 2. - PRIX	4
Article 3. - DÉLAIS - DURÉE	6
Article 4. - PAIEMENTS	7
Article 5. - SIGNATURE(S)	8

-----oooOooo-----



A N N E X E S

Annexe 1. - État récapitulatif des prix forfaitaires des travaux

Annexe 2. - Planning d'exécution des travaux

Annexe 3. - Ventilation des travaux par entreprise cotraitante et/ou sous-traitante

Annexe 4. - Compte d'exploitation prévisionnel sur 12 ans

Annexe 5. - Bordereau des coûts unitaires de main d'œuvre et des coefficients sur matériels et fournitures

Annexe 6. - Acte spécial de déclaration et d'agrément d'un sous-traitant

Annexe 7. - Nantissement ou cession de créances

Annexe 8. - Garantie à première demande

Annexe 9. - Mandats (en cas de groupement)

Annexe 10. - Charte environnementale

-----oooOooo-----

A C T E D ' E N G A G E M E N T**Article 1er CONTRACTANT(S)**

Je soussigné, Monsieur Bernard LECOMTE, Directeur Général Adjoint
agissant au nom et pour le compte de la Société : DALKIA France

au capital de : 220 047 504 Euros

ayant son siège social : 37 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny
Boîte Postale 38 – 59875 SAINT ANDRÉ Cedex

téléphone : 03 20 63 42 42 télécopie : 03 20 63 43 15

immatriculée à l'I.N.S.E.E. - S.I.R.E.T. : 456 500 537 00018

- Code A.P.E. : 3530Z - R.C. ou R.M. : Lille n° 56B53

après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières
(C.C.A.P.) et des documents qui y sont mentionnés,

et après avoir établi les déclarations prévues notamment au Code des Marchés
Publics (articles 45 et 46),

m'engage, sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés
ci-dessus, à exécuter les prestations et les travaux dans les conditions ci-après
définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée
dans un délai de **cent quatre vingts (180) jours** à compter de la date limite de
remise des offres fixée par le règlement de la consultation (R.C.2).

Article 2. - PRIX

2. 1. - Le marché est scindé en deux phases : travaux et exploitation.

Phase 1 : les travaux sont rémunérés par application d'un prix global et forfaitaire
prévu notamment au C.C.A.P. Ce prix forfaitaire est :

- présenté par grands postes en **Annexe 1**, dans l'état récapitulatif des prix des travaux ;
- détaillé dans les bordereaux de décomposition des prix forfaitaires.



En valeurs de base, hors T.V.A., le montant des travaux est égal à :

- Montant global et forfaitaire 1 668 563,00 € H.T.
soit (en lettres) un million six cent soixante huit mille cinq cent soixante trois euros hors taxes.

Phase 2 : les prestations d'exploitation sont rémunérées par application de redevances unitaires et forfaitaires prévues dans la convention d'exploitation du réseau de chaleur. Ces redevances sont basées sur un compte d'exploitation prévisionnel présenté en **Annexe 4**.

En valeurs de base, hors T.V.A., le montant des redevances est égal à :

- Redevance R1 unitaire (base 6 000 MWh) 41,929 € H.T./MWh
- Redevance R2-1 annuelle (base 3 000 kW) 26,553 € H.T./kW
- Montant total annuel 331 233,00 € H.T.
soit (en lettres) trois cent trente et un mille deux cent trente trois euros hors taxes.

2. 2. - Les modalités de variation des prix sont fixées au C.C.A.P. et dans la convention d'exploitation du réseau.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de juin 2011. Les valeurs initiales des paramètres de révision, connus et publiés au 30 mai 2011, sont les suivantes :

Paramètre de révision	Valeur initiale	Référence et date de publication
Gh	4,388 c€	Tarif B2S, niveau 1, barème du 01 04 2011
Ge	2,925 c€	idem
IE NRG000	135,50	avril 2011
IM IPAMPA	126,60	mars 2011
S ICHT-IME	105,10	janvier 2011
TR	182,30	février 2011
EL 351001	113,80	mars 2011
BT40	980,30	février 2011
Fsd1	127,20	mars 2011

2. 3. - Les **Annexes 6** au présent acte d'engagement indiquent la nature et le montant des travaux que j'envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, ainsi que les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées, indiqué dans chaque annexe, constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné peut présenter en nantissement ou céder.

2. 3. 1. - Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total, hors T.V.A., des travaux que j'envisage de sous-traiter, conformément à ces annexes, est de : 0,00 € H.T.
soit (en lettres) néant

2. 3. 2. - En outre, les tableaux ci-après indiquent la nature et le montant des travaux que j'envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé en cours de marché leur acceptation et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance les concernant, par acte spécial, à la personne responsable du marché.

Les sommes figurant à ces tableaux correspondent au montant maximal de la créance que chaque sous-traitant concerné peut présenter en nantissement ou céder.

Nature des travaux	Montant des travaux Hors T.V.A.
Total	1 001 138,00 €

2. 3. 3. - Le montant maximal hors T.V.A., correspondant aux travaux, de la créance que je pourrai présenter en nantissement ou céder, est ainsi de : . . . 667 425,00 € H.T.
soit (en lettres) six cent soixante sept mille quatre cent vingt cinq euros hors taxes.

Article 3. - DÉLAIS - DURÉE

3. 1. - **Phase 1 :** pour les travaux de premier établissement :

Le délai global de réalisation des travaux est de treize (13) mois.

En outre, la période incluse de préparation et d'établissement du projet définitif, y compris le visa et le contrôle du projet, est six (6) mois.

Le planning d'exécution des travaux est joint en **Annexe 2** au présent acte d'engagement.

3. 2. - Phase 2 : pour l'exploitation du réseau :

Le Réseau sera exploité à partir du 1er juillet 2012 ou dès la prise en charge des ouvrages.

La convention d'exploitation du réseau est conclue pour une durée de douze (12) exercices (ou saisons de chauffage). On appelle exercice la période comprise entre le 1^{er} juillet d'une année et le 30 juin de l'année suivante.

Le premier exercice étant celui courant de la date d'effet au 30 juin 2013.

L'échéance du Marché est fixée au 30 juin 2024.

Article 4. - PAIEMENTS

4. 1. - Phase 1 (travaux)

Le Maître de l'ouvrage se libère des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert :

- au nom de : DALKIA
- sous les références suivantes (R.I.B.) : SG LILLE NORD ENTREPRISE
 - domiciliation : 28 rue des Arts - 59020 Lille
 - code - banque : 30003 - guichet : 01112
 - numéro compte : 00020011356 - clé : 58

Toutefois, le Maître de l'ouvrage se libère des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

L'entrepreneur soussigné ☐ ne refuse pas ☒ refuse (cocher la case)
de percevoir l'avance prévue à l'article 5.2 du C.C.A.P. ; cette avance est subordonnée à la constitution d'une garantie à première demande d'un même montant.

4. 2. - Phase 2 (exploitation)

Les Abonnés du Réseau se libèrent des sommes dues au Titulaire dans les conditions de la Convention d'exploitation du réseau.



Article 5. - SIGNATURE(S)

J'affirme, sous peine de résiliation de plein droit du marché, ou de sa mise en régie à ses torts exclusifs, que la société pour laquelle j'interviens ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant l'article 43 du Code des Marchés Publics.

J'atteste sur l'honneur que je n'ai pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire, pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du Code du Travail.

Les déclarations similaires des sous-traitants énumérés plus haut sont annexées au présent acte d'engagement.

Acte d'Engagement définitif, suite à la mise au point du marché

Fait à Saint André, le 7 septembre 2011

L'entrepreneur :

M. Bernard LECOMTE

(Lu et approuvé)

Directeur Général Adjoint



-----oooOooo-----

V I S A S - N O T I F I C A T I O N

A - ACCEPTATION DE L'OFFRE

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement,

à *Arras*

, le **26 OCT. 2011**

Pour le Directeur Général et par délégation
Le Directeur du Territoire d'Arras

CORIE CONFIDENT
Direction Générale
La Responsable Marchés et Assurances

M.P. LEROY



S. POMMERY

B - DATE D'EFFET DU MARCHÉ

(a) Reçu notification du marché,

à

, le

L'entrepreneur :

(mandataire)

(b) Reçu l'avis de réception postal de la notification du marché, signé le
par l'entrepreneur destinataire,

à

, le

La personne responsable du marché :

Pas de Calais Habitat - Achicourt - Synthèse des coûts des travaux



SYNTHESE GENERALE DES COÛTS DES TRAVAUX

LA CHAUFFERIE

VENTES

Chaufferie gaz.	60 400
Chaufferie bois.	328 338
Pompe à chaleur géothermique chaufferie principale.	93 878
Pompe à chaleur géothermique chaufferie piscine.	65 586
Aménagement interne et externe de la chaufferie.	400 723

MONTANT TOTAL : 948 925

LES SOUS-STATIONS

Sous-station Ecole maternelle LAVAL.	12 754
Puissance = 100 kW	
Sous-station Salle Léo Lagrange.	17 872
Puissance = 260 kW	
Sous-station Adam de la Halle.	32 403
Puissance = 215 kW	
Sous-station Centre social et bibliothèque.	19 268
Puissance = 80 kW	
Sous-station Collège Adam de la Halle.	24 724
Puissance = 660 kW	
Sous-station Piscine.	19 561
Puissance = 420 kW	

MONTANT TOTAL DES SOUS-STATIONS : 126 581

RESEAUX PRE-ISOLES + GAINE

Réseau 863 ml de tuyauterie

MONTANT TOTAL RESEAU : 517 257

PRESTATIONS D'ETUDE, SPS, CONTROLES REGLEMENTAIRES, ARCHITECTE ET FRAIS DE CHANTIER :

Prestation

MONTANT TOTAL PRESTATIONS : 75 800

MONTANT GENERAL DES TRAVAUX :	1 668 563
--------------------------------------	------------------



Pas-de-Calais Habitat

Réseau de chaleur Achicourt : Avenant 3

Marché : M111-0430-31

**Marché de fourniture de chaleur avec travaux de
premier établissement**



SOMMAIRE

PREAMBULE.....	3
1.1 PRESENTATION DES PARTIES	3
1.2 CONTEXTE	3
1 ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT 3	4
2 ARTICLE 2 - INCIDENCES	4
2.1 ARTICLE 3 DE L'ACTE D'ENGAGEMENT : – DELAIS - DUREE	4
2.2 ARTICLE 27.1 DE LA CONVENTION D'EXPLOITATION :	4
2.2.1 Impact de l'évolution des taxes de TICGN	4
2.2.2 Intégration de la Redevance CEE	5
2.2.3 Impact de la redevance R2	5
2.3 ARTICLE 28.1 DE LA CONVENTION D'EXPLOITATION :	6
3 ARTICLE 3 - IMPACT FINANCIER	9
4 ARTICLE 4 - DATE D'EFFET	10
5 ARTICLE 5 - MODIFICATION	10
6 ARTICLE 6 - CLAUSE GENERALE	10
7 ARTICLE 7 - DIFFERENDS ET CONTESTATIONS	10

PREAMBULE

1.1 PRESENTATION DES PARTIES

Pas-de-Calais Habitat

Office Public de l'Habitat

4, Avenue des Droits de l'Homme

Boîte Postale n°926

CS 20926 - 62022 ARRAS Cedex

ci-après désigné, Pas-de-Calais Habitat

La Société DALKIA France

S.C.A. au capital de 220 047 504 €

RCS Saint Quentin B 311 098 487

Siège Social : PANORAMA

204 rue Sadi Carnot

59350 SAINT ANDRE LEZ LILLE

ci-après désignée, l'Exploitant

Et désignés collectivement « Les Parties »

1.2 CONTEXTE

Par marché n°M111-0430-31, Pas-de-Calais habitat a, le 26 octobre 2011, confié les travaux de réalisation d'une chaufferie au bois et un réseau de chaleur à partir de la chaufferie centrale existante, ainsi que l'exploitation des installations réalisées et modifiées, avec obligations de résultats et de continuité de service, à la Société DALKIA.

Ce marché, d'un montant initial de 5 643 539 €HT, a pour objet :

- La conception et la construction d'une chaudière biomasse
- La participation à la conception du bâtiment
- La création du réseau de chaleur et de nouvelles sous-stations
- L'exploitation et la garantie totale des équipements de productions primaire, du réseau et des sous-stations pendant 12 années.

Un avenant 1 a été signé en juillet 2013 et unifie les montants de l'abonnement et change les prix de base de plusieurs indices.

Avenant 3

Un avenant 2 a été signé en décembre 2020 et modifie la formule de révision du R1 et des indices EL, TR et BT40.

Le renouvellement du contrat doit se faire à partir du schéma Directeur de la CUA dont les conclusions ont été transmises fin février 2024. Le schéma directeur dépendant de ces données, le marché ne peut être relancé qu'après finalisation de cette étape. Il est donc nécessaire de prolonger de deux années le contrat actuel. Cette prolongation est impactée par une actualité réglementaire et fiscale avec l'augmentation de la TICGN au 01/01/2024 ainsi que l'intégration de la contribution CEE (Code de l'Energie article R221 à R221-13) ainsi que par l'arrêt de la piscine (travaux de réhabilitation).

Enfin, cette prolongation doit permettre l'équilibre des comptes du réseau avec notamment l'intégration d'une révision juste pour le R1.

1 ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT 3

- Extension de deux ans du contrat (jusqu'au 30 juin 2026) afin de permettre l'étude et la préparation d'un nouvel appel d'offre
- Modification de la redevance R1 du fait de l'augmentation de la TICGN au 01/01/2024
- Intégration de la redevance R1CEE
- Modification de la révision R1 du fait de la non adéquation des indices INSEE
- Prise en compte de l'arrêt de la piscine du fait de sa rénovation.

2 ARTICLE 2 - INCIDENCES

2.1 ARTICLE 3 DE L'ACTE D'ENGAGEMENT : – DELAIS - DUREE

La fin de l'article 3.2 de l'acte d'engagement modifiée par avenant :

« L'échéance du Marché est fixée au 30 juin 2024 » est remplacée par :

« L'échéance du Marché est fixée au 30 juin 2026 »

2.2 ARTICLE 27.1 DE LA CONVENTION D'EXPLOITATION :

2.2.1 Impact de l'évolution des taxes de TICGN

La phrase suivante est ajoutée à l'article 27.1 de la Convention d'exploitation :

Avenant 3

« En outre, à compter du **1^{er} janvier 2024**, le TITULAIRE répercutera l'augmentation de la Taxe Intérieure sur la Consommation de Gaz Naturel (TICGN) (+8€HT/MWhPCS) aux abonnés sous forme d'une redevance complémentaire déjà prévue dans le terme R1 »

2.2.2 Intégration de la Redevance CEE

La phrase suivante est ajoutée à l'article 27.1 de la Convention d'exploitation :

Dans le Cadre du Code de l'énergie Articles R221 à R221-13, DALKIA, fournisseur de chaleur auprès des abonnés, est considéré comme « Obligé » et doit contribuer à l'abondement des Certificats d'Economies d'Energie (CEE) auprès des services de l'Etat pour le financement et la transition énergétique du Pays.

Le tableau de l'article 27.2 de la Convention d'exploitation est ainsi modifié :

Modification de la tarification R1 à compter du 1 ^{er} juillet 2024	R1 € HT / MWh
Tarif R1 base valeur économique janvier 2024 :	85,37
Tarif R1CEE valeur économique janvier 2024	4,02
Tarif R1 à/c du 1^{er} janvier 2024	89,39

2.2.3 Impact de la redevance R2

Il est convenu entre les parties de l'ajustement de la Redevance R2 telle que l'article 27.2 de la convention d'exploitation soit modifié avec une valeur de R2 = 40,38€/kW.

	Base	Avenant 3 (valeur base marché)	Avenant 3 (valeur économique janvier 2024)	Unité
Puissance souscrite to	3 000	2 550	2 550	kW
Prix unitaire R2 (valeur économique base marché)	36,964	29,51	40,380	HT / kW
Prix de vente R2	110 892,00 €	75 243,12 €	102 969,00 €	HT

Avenant 3

2.3 ARTICLE 28.1 DE LA CONVENTION D'EXPLOITATION :

Les deux paragraphes d'introduction de l'article 28.1 de la Convention d'Exploitation sont supprimés.

Les articles 28.1.1 et 28.1.2 de la Convention d'Exploitation sont intégralement remplacés par la clause suivante :

« La redevance R1 est indexée par application de la formule paramétrique :

$$R1 = R10 \times \left(0,134 \times \frac{R1Gaz}{R1Gaz0} + 0,48 \times \frac{R1Bois}{R1Bois0} + 0,394 \times \frac{R1Electricité}{R1Electricité0} \right)$$

Avec

Valeur des termes au 01/01/2024	
R1Gazo	108.41 € HT/MWh
R1Boiso	80.68 € HT/MWh
R1Electricitéo	83.14 € HT/MWh
R1o	85.37 € HT/MWh

$$R1Gaz = 0.0731 + 0.0371 \times Ptransport/Ptrasnporto + 0.0972 \times Pdistrib/Pdistribo + 0.4648 \times PEG/PEGo + 0.0022 \times CTA/CTAo + 0.2217 \times TICGN/TICGNo + 0.159 \times Stockage/Stockage0 + 0.088 \times CEE/CEEo$$

$$R1bois = 0,75 \times E60/E60o + 0.25 \times TR/TR0$$

$$R1électricité = EL/Elo$$

Dans lesquelles :

- Pour R1 :

Ptransport / Ptransport0 = 0,3039 x TCS / TCS0 + 0,5381 x TCRu / TCRuo + 0,158 x TCL / TCL0	
TCS	Terme de capacité de sortie du réseau principal publié à l'ART, exprimé en €/HT/MWhpc/jour par an
TCS0	95,2 au 01/01/2024
TCRu	Montant unitaire du terme d'acheminement sur le réseau transport régional publié à l'ART, exprimé en €/HT/MWhpc/jour par an
TCRu0	84,29 au 01/01/2024
TCL	Terme de capacité de livraison au PTD publié à l'ART, exprimé en €/HT/MWhpc/jour par an
TCL0	49,52 au 01/01/2024
Pdistrib / Pdistribo = 0,0111 x AboT2 / AboT2o + 0,0781 x AboT3 / AboT3o + 0,0567 x TVDT2 / TVDT2o + 0,8541 x TVDT3 / TVDT3o	
AboT2	Abonnement annuel de l'option tarifaire T2 publié à l'ARTD, exprimé en €/HT/an
AboT2o	139,44 au 01/01/2024
AboT3	Abonnement annuel de l'option tarifaire T3 publié à l'ARTD, exprimé en €/HT/an
AboT3o	982,92 au 01/01/2024
TVDT2	Terme variable de distribution de l'option tarifaire T2 publié à l'ARTD, exprimé en €/HT/MWhpc
TVDT2o	8,93 au 01/01/2024
TVDT3	Terme variable de distribution de l'option tarifaire T3 publié à l'ARTD, exprimé en €/HT/MWhpc
TVDT3o	6,42 au 01/01/2024

Avenant 3

PPEG	Indice PEG Nord Month Ahead du mois M; il est égal à la moyenne arithmétique des valeurs settlement «EEX PEG NATURAL GAZ FUTURES» du contrat Month telles que publiées sur le site de EEX pour tous les jours de cotation pour lesquels le mois M est le premier mois coté. Cet indice est égal à la valeur du «EEX MONTHLY INDEX PEG» du mois M publié en fin de mois M-1.
PPEG ₀	34,32 au 01/01/2024
CTA / CTA0 = 0,124 x CTAT2 / CTAT2o + 0,876 x CTAT3 / CTAT3o	
CTAT2	Contribution Tarifaire d'Acheminement (collecte CNIEG) de l'option tarifaire T2 du fournisseur SVD17, exprimé en €/HT/an
CTAT2o	34,49 € au 01/01/2024
CTAT3	Contribution Tarifaire d'Acheminement (collecte CNIEG) de l'option tarifaire T3 du fournisseur SVD17, exprimé en €/HT/an
CTAT3o	243,11 € au 01/01/2024
TICGN	Taxe Intérieure sur les Consommations de Gaz Naturel, publiée au Journal Officiel, exprimé en €/HT/MWhpcs,
TICGN ₀	16,37 au 01/01/2024
Stockage	Terme tarifaire de Stockage (Délibération de la CRE du 27 mars 2018), exprimé en €/HT/MWh/j/an
Stockage ₀	186,70 au 01/01/2024
CEE	Prix des CEE, exprimé en €/MWh PCS, défini par la formule suivante :
	CEE = CEE Classique x (Valeur Ref Classique du mois + Valeur Ref Précarité du mois x CEE Précarité)
CEE Classique	Coefficient d'obligation CEE classique 2022-2025 : 0,485
CEE précarité	Coefficient d'obligation CEE précarité 2022-2025 : 0,62
Valeur Ref Classique du mois	Valeur EMMY http://www.emmy.fr (Données mensuelles ou spot) ou C2E market (Données relayées par le SNEC) du marché mensuelle des CEE classiques, trimestrielle ou annuelle suivant les conditions d'actualisation du marché pour la période considérée Le choix de la référence est à préciser dans le contrat.
Valeur Ref Précarité du mois	Valeur EMMY http://www.emmy.fr (Données mensuelles ou spot) ou C2E market (Données relayées par le SNEC) du marché mensuelle des CEE précarité, trimestrielle ou annuelle suivant les conditions d'actualisation du marché pour la période considérée Le choix de la référence est à préciser dans le contrat.
CEE ₀	6,5 au 01/01/2024

- L'indexation s'effectue sur la base des valeurs connues le dernier jour du mois de facturation (voir l'article 28.3 de la Convention d'Exploitation).

Pour R1bois :

E60o = 182.10 indice connu au 01/01/2024

E60 = indice Bois Energie du CEEB – Granulé En Vrac

TR0 = 132.80

TR = indice du MTPB N°6283 (TRTB)

Pour R1électricité :

ELo = 167.60

EL = indice INSEE repris sous l'identifiant 010534763

La Redevance R1CEE est révisée selon la formule de révision présente :

$$R1CEE = R1CEE0 \times \frac{CEE}{CEE0}$$

Avenant 3

$CEE = CEE \text{ Classique} \times (Valeur \text{ Ref Classique du mois} + Valeur \text{ Ref Précarité du mois} \times CEE \text{ Précarité})$

$CEEo = CEE \text{ Classiqueo} \times (Valeur \text{ Refo Classique du mois} + Valeur \text{ Refo Précarité du mois} \times CEE \text{ Précaritéo})$

CEEClassique = coefficient d'obligation CEE classique période 2023-2025

CEEClassiqueo = 0,313

CEEPrécarité = coefficient d'obligation CEE précarité période 2023-2025

CEEPrécaritéo = 0,620

Valeur Ref Classique du moiso = 7.38 valeur connue au 01/08/2023 (Prix moyen pondéré)

[https://www.emmy.fr/public/donnees-](https://www.emmy.fr/public/donnees-mensuelles?selectedYearCee=2023&precarite=false&selectedYearCotation=2023#graphic-cotation)

[mensuelles?selectedYearCee=2023&precarite=false&selectedYearCotation=2023#graphic-cotation](https://www.emmy.fr/public/donnees-mensuelles?selectedYearCee=2023&precarite=false&selectedYearCotation=2023#graphic-cotation)

Valeur Ref Classique du moiso = 7.58 valeur connue au 01/08/2023 (Prix moyen pondéré)

EMMY représente le prix moyen pondéré des échanges de MWhcumacs sur le mois m-1.

L'ensemble des données sont publiés sur le site internet <https://www.emmy.fr/public/donnees-mensuelles>

La révision du terme R1CEE a lieu 4 fois par an (1er Janvier, 1er Avril, 1er Juillet, 1ER Octobre).

Avenant 3

3 ARTICLE 3 - IMPACT FINANCIER

Valeur en € HT	Travaux	Exploitation sur la durée du marché initial	Exploitation année supplémentaire (Marché de Base)	Taxes complémentaires	Exploitation sur la durée totale	Total	Ecart par rapport au marché
Base	1 668 563,00 €	3 974 796,00 €			3 974 796,00 €	5 643 359,00 €	
Avenant 1	1 668 563,00 €	3 974 796,00 €			3 974 796,00 €	5 643 359,00 €	0,00%
Avenant 2	1 668 563,00 €	3 974 796,00 €		47 404,22 €	4 022 200,22 €	5 690 763,22 €	0,84%
Avenant 3	1 668 563,00 €	3 974 796,00 €	544 733,60 €	14 982,54 €	4 519 529,60 €	6 188 092,60 €	13,70%
		<i>équivalent en valeur de base</i>	<i>équivalent en valeur de base</i>		<i>valeur de base</i>	<i>valeur de base</i>	<i>valeur de base</i>

5 ARTICLE 5 - MODIFICATION

6 ARTICLE 6 - CLAUSE GENERALE

7 ARTICLE 7 - DIFFERENDS ET CONTESTATIONS

Pour la Société DALKIA
Le Directeur Régional